

# 1 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES DÉBITS DE BOISSONS

## 1.1 Les boissons

### 1.1.1 Classification des boissons répartit les boissons en quatre groupes.

Groupe 1 : boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1, 2 degrés, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat.

Groupe 2 : abrogé. L'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015.

Groupe 3 : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1, 2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

Groupe 4 : rhums, tafias, alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés ou fruits, et ne supportant aucune addition d'essence ainsi que liqueurs édulcorées au moyen de sucre, de glucose ou de miel à raison de 400 grammes minimum par litre pour les liqueurs anisées et de 200 grammes minimum par litre pour les autres liqueurs et ne contenant pas plus d'un demi-gramme d'essence par litre.

Groupe 5 : toutes les autres boissons alcooliques : boissons anisées, whisky, vodka, gin, etc. (liste non exhaustive).

S'agissant des cocktails et des « prémix » (boisson mélangée à l'avance), c'est le classement du composant du groupe le plus élevé entrant dans le mélange qui emporte classement du produit fini proposé à la clientèle, quel que soit le titrage en alcool dudit produit fini.

Exemples : un panaché est classé dans le 3ème groupe (limonade = 1er groupe + bière = 3ème groupe)

un punch composé de rhum blanc et de jus d'orange l'est dans le 4ème groupe (jus d'orange = 1er groupe + rhum = 4ème groupe).

### **1.1.2 Conditions relatives à la fabrication ou à l'importation de boissons alcooliques**

Pour fabriquer ou importer des boissons des 3ème, 4ème et 5ème groupes, l'exploitant d'un débit de boissons doit :

- effectuer une déclaration auprès de l'administration des contributions indirectes ;
- apposer sur chaque bouteille une étiquette comprenant le nom et l'adresse du fabricant ou de l'importateur, le nom de la boisson ainsi que l'usage auquel elle est destinée (digestif ou apéritif) ;
- les unités de conditionnement doivent porter un message à caractère sanitaire préconisant l'absence de consommation d'alcool par les femmes enceintes.

Aucune modification ne peut être apportée à la composition des boissons déclarées sans déclaration.

La préparation (punch et de la sangria) n'est pas illicite.

### **1.1.3 Interdictions liées à la vente de boissons alcooliques**

- la fabrication, la détention et la circulation en vue de la vente, la mise en vente, la vente et l'offre à titre gratuit de boissons alcooliques
- vendre ou offrir à titre gratuit des essences à toutes personnes autres que les fabricants de boissons ayant qualité d'entrepositaires : les pharmaciens, les parfumeurs, les fabricants de produits alimentaires ...

-la fabrication, la vente en gros et au détail ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires.

L'interdiction de vendre un produit sous le nom « absinthe » est fixée par une loi tandis que la nature d'un produit qui serait de l'absinthe ou assimilé est fixée par décret.

« Sont prohibées la fabrication, la circulation, la détention en vue de la vente et la vente de l'absinthe et des liqueurs similaires dont les caractères sont déterminés par décret. »

#### **- la vente de boissons dans certains lieux**

- a. marchands ambulants la vente au détail des boissons des 4ème et 5ème groupe.
- b. coopératives de boissons alcooliques pas de vente au détail à crédit ou à un prix inférieur au prix du marché des 3ème, 4ème et 5ème groupes,
- c. coopératives ne peuvent détenir une licence à consommer sur place de 3ème ou 4ème catégorie.
- d. es distributeurs automatiques de boissons ne peuvent pas proposer des boissons alcooliques
- e. la vente à crédit de boissons alcooliques est interdite, que ce soit pour la consommation sur place ou à emporter.

#### 1.1.4 Les mesures de publicité

« la publicité en faveur d'un organisme, d'un service, d'une activité, d'un produit ou d'un article autre qu'une boisson alcoolique qui, par son graphisme, sa présentation, l'utilisation d'une dénomination, d'une marque, d'un emblème publicitaire ou d'un autre signe distinctif, rappelle une boisson alcoolique. » est interdite

La publicité peut être autorisée : dans la presse écrite sauf dans les publications destinées à la jeunesse, par voie de radiodiffusion sonore, sous forme d'affiches, d'enseignes et d'objets à l'intérieur des lieux de vente à caractère spécialisé ...

Le non-respect de ces dispositions est constitutif d'un délit puni de 75 000 € d'amende, le maximum de l'amende pouvant être porté à 50 % du montant des dépenses consacrées à l'opération illégale (art. L. 3351-7 du CSP).

#### Publicité dans les lieux de vente spécialisés

Toute propagande ou publicité en faveur d'un organisme, d'un service, d'une activité, d'un produit ou d'un article autre qu'une boisson alcoolique qui, par son graphisme, sa présentation, l'utilisation d'une dénomination, d'une marque, d'un emblème publicitaire ou de tout autre signe distinctif, rappelle une boisson alcoolique, doit être considérée comme une propagande ou une publicité indirecte pour cette boisson.

Cette publicité dans les lieux de vente dont l'exploitant détient une licence à l'exception des points de vente de carburant doit répondre à des exigences précises dont les modalités sont prévues à l'article R. 3323-3. Elle doit se faire : par voie d'affichage, dans une dimension qui ne peut être supérieure à 0,35 mètre carré, dans les salles de débits, des chevalets peuvent être disposés sur un comptoir ou sur une table.

APPOSITION OBLIGATOIRE : Le message sanitaire précisant que *l'abus d'alcool est dangereux*.

#### La publicité par Internet

La « communication au public en ligne » est définie par la loi du 21 juin 2004 (IV de l'article 1<sup>er</sup>).

Les sanctions prévues Comme pour toute opération illicite de publicité en faveur de l'alcool, le non-respect des dispositions relatives à la publicité pour les boissons alcooliques sur les services de communication en ligne est puni par l'article L. 3351-7 du CSP de 75 000 € d'amende, montant pouvant être porté, au regard des sommes couramment dépensées pour ce genre d'opération, à 50% de leur montant.

#### Obligation de publicité en faveur des boissons sans alcool

L'étalage doit être visible et comprendre au moins dix bouteilles ou récipients de boissons non alcooliques : jus de fruits, jus de légumes, boissons au jus de fruits gazeifiées, sodas, limonades, sirops, eaux ordinaires gazeifiées

Les « **happy hours** » : le débitant proposant des boissons alcooliques à prix réduits pendant une période restreinte doit également proposer à prix réduit les boissons non alcooliques

AFFICHAGE OBLIGATOIRE, **interdiction de vendre ou d'offrir à titre gratuit des boissons alcooliques à tout mineur de moins de 18 ans**

## **1.2 La classification des licences, une licence est obligatoirement attachée à un fonds de commerce**

### **Les débits de boissons à consommer sur place**

Les licences des débits à consommer sur place en deux catégories :

- licence 3ème catégorie, ou « licence restreinte » : autorise son détenteur à vendre les boissons des 1er et 3ème groupes
- licence 4ème catégorie ou « grande licence » ou « licence de plein exercice » : autorise son détenteur à vendre les boissons de l'ensemble des groupes définis à l'article L. 3321-1.
- La licence 1ère catégorie, ou « licence de boissons sans alcool » a été supprimée par la loi du 22 mars 2011

**L'article L. 3322-8 du CSP interdit la délivrance de boissons alcooliques au moyen de distributeurs automatiques : seules des boissons non alcoolisées peuvent être délivrées par ces appareils.**

Le Cerfa n° 11543\*05 est le seul document dont la détention est obligatoire et qu'il faut présenter en cas de contrôle , délivré par le maire, il autorise à exploiter la licence correspondant au groupe de boissons délivrées.

### **Les restaurants non titulaires d'une licence de débit de boissons à consommer sur place de 3ème ou 4ème catégorie**

- la « petite licence restaurant » qui permet de vendre, pour consommer sur place, les boissons du premier et du troisième groupe à l'occasion des principaux repas et comme accessoires de la nourriture
- la « licence restaurant » qui permet de vendre, pour consommer sur place, les boissons des groupes 1 à 5 à l'occasion des principaux repas et comme accessoires de la nourriture.

La jurisprudence a estimé que le restaurateur non titulaire de la licence IV qui sert des boissons non autorisées en dehors du service des repas, et pas seulement à l'occasion et comme accessoire de la nourriture, commet le délit d'ouverture illicite de débit de boissons

La jurisprudence a ainsi écarté la qualité de restaurant, la boisson servie n'étant pas l'accessoire de la nourriture, à un établissement servant de l'alcool avec des sandwiches, avec des fruits ou avec des toasts.

Il convient toutefois de tenir compte de l'évolution des habitudes alimentaires.

## **La vente à emporter**

L'établissement proposant de la vente d'alcool à emporter doit être pourvu d'une des deux licences suivantes :

- la « petite licence à emporter » qui comporte l'autorisation de vendre pour emporter les boissons du premier et du troisième groupe
- la « licence à emporter » qui comporte l'autorisation de vendre pour emporter toutes les boissons dont la vente est autorisée.

## **La licence est attachée à une vente d'alcool**

Donc à la consommation d'alcool dans l'établissement, même si ce n'est pas l'exploitant qui le commercialise.

La licence est obligatoire dès lors qu'il y a vente d'alcool au consommateur final (l'offre gratuite à volonté est quant à elle, en principe, interdite : article L. 3322-9 du CSP).

La partie pénale du code précise par ailleurs que l'ouverture d'un débit de boissons à consommer sur place « vendant de l'alcool » sans effectuer au moins **quinze jours** à l'avance la déclaration prévue à l'article L. 3332-3 est punie de **3 750 € d'amende**.

### 1.3 L'interdiction de vente d'alcool aux mineurs

L'article L. 3342-1 du CSP interdit ainsi la vente et l'offre à titre gratuit d'alcool aux mineurs de moins de 18 ans, quel que soit le type de vente (à emporter ou à consommer sur place) et le type de boissons (troisième, quatrième ou cinquième groupe, tels que définis à l'article L. 3321-1).

L'article L. 3342-3 du CSP prévoit l'interdiction générale de recevoir des mineurs de moins de 16 ans dans les débits de boissons s'ils ne sont pas accompagnés d'un majeur responsable.

Un majeur qui achèterait de l'alcool pour le compte d'un mineur et lui offrirait ces produits : 7 500 € d'amende, interdiction d'exercer pendant 1 an maximum les droits attachés à une licence de débit de boissons, suivi d'un stage de responsabilité parentale, interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans.

#### AFFICHAGE interdiction de vente d'alcool aux mineurs

des affichettes doivent être apposées de manière visible dans l'ensemble des débits concernés : débits de boissons à consommer sur place (cafés, bars, pubs, etc.), débits de boissons à emporter (supermarchés, épiceries, etc.) et points de vente de carburant lorsqu'ils se livrent à la vente d'alcool.

Les sanctions applicables en cas de provocation directe d'un mineur à la consommation habituelle ou excessive de boissons alcooliques, désormais punie de deux ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

#### ➤ Tableau récapitulatif (articles L. 3342-1 et L. 3342-3 du CSP) :

	Accès au débit de boissons	Boissons autorisées à la consommation
De 13 à 16 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'établissement ne propose <u>que</u> des boissons sans alcool : accès libre ;</li><li>- L'établissement est doté d'une licence III ou IV, d'une licence de restaurant ou d'une licence de vente à emporter : accès seulement si accompagné d'un majeur qui en a la charge ou la surveillance.</li></ul>	Boissons du 1 <sup>er</sup> groupe seulement : boissons sans alcool.
De 16 à 18 ans	Accès libre dans tout établissement vendant des boissons alcooliques.	Boissons du 1 <sup>er</sup> groupe seulement : boissons sans alcool.

## Sanctions

En cas de non-respect de l'interdiction de vente (ou d'offre dans les débits et lieux publics) d'alcool aux mineurs, l'article L. 3353-3 du CSP prévoit une amende de 7 500 euros, peine pouvant être portée à 15 000 euros d'amende et un an d'emprisonnement en cas de récidive dans les cinq ans.

Des peines complémentaires peuvent être prononcées : interdiction à titre temporaire (pour une durée d'un an au plus) d'exercer les droits attachés à une licence de débit de boissons à consommer sur place ou à emporter ; obligation d'accomplir un stage de responsabilité parentale. Les personnes morales peuvent également être sanctionnées des peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal : interdiction d'exercice, fermeture de l'établissement, confiscation, affichage de la décision.

L'article L. 3353-5 du CSP précise toutefois que l'infraction n'est pas constituée si le contrevenant prouve avoir été induit en erreur sur l'âge du mineur. En cas de doute sur l'âge de l'acheteur potentiel, le vendeur est en droit de lui refuser la vente pour motif légitime, ainsi que le prévoit l'article L. 122-1 du code de la consommation. Il revient dès lors au client de prouver qu'il est en droit de se voir vendre le produit en question. À cette fin, l'article L. 3342-1 in fine du CSP prévoit que la personne chargée de vendre des boissons alcooliques exige que les intéressés fassent la preuve de leur majorité. Cette précision vise à protéger les vendeurs de bonne foi.

Le vendeur est obligé de demander la présentation d'une preuve de la majorité : carte nationale d'identité, passeport, carte du lycéen, carte d'étudiant, permis de conduire, titre de séjour, carte d'identité ou de circulation délivrée par les autorités militaires, carte de réduction délivrée par une entreprise de transport public, carte professionnelle délivrée par une autorité publique, carte d'invalidité civile ou militaire, permis de chasser.

Les personnes coupables de non-respect de l'interdiction de vente ou d'offre d'alcool à des mineurs sont également passibles d'une peine complémentaire d'interdiction des droits civiques, civils et de famille pour une durée d'un à cinq ans. De plus, l'article L. 3353-4 du CSP punit le fait de faire boire un mineur jusqu'à l'ivresse des peines prévues à l'article 227-19 du code pénal : amende de 45 000 euros et 2 ans d'emprisonnement.

Le fait de faire boire un mineur de manière habituelle est puni de ces mêmes peines.

## La responsabilité pénale

La responsabilité des commerçants ou restaurateurs ne s'applique que s'ils vendent ou offrent à titre gratuit des boissons alcooliques à des mineurs. S'ils vendent une boisson alcoolique à un adulte et que celui-ci décide d'en servir à son enfant encore mineur, le débitant ou restaurateur ne saurait être tenu responsable puisqu'il n'a lui-même ni vendu, ni offert à un mineur.

**Les lycées professionnels doivent être titulaires d'une licence restaurant, le fonctionnaire responsable du restaurant doit avoir suivi la formation prévue au 1er alinéa de l'article L. 3332-1-1. En cas de changement de poste de ce fonctionnaire, une déclaration de mutation doit être effectuée dans les conditions.**

## **2 RÉGIME APPLICABLE AUX DÉBITS À CONSOMMER SUR PLACE**

### **2.1.1 Les conditions d'ouverture d'un débit de boissons**

#### **Ouverture d'un débit de 3ème catégorie**

C'est donc le franchissement de chaque fraction de 450 habitants qui permet à la commune de disposer d'un nouvel établissement exploitant une licence III.

L'ouverture d'un nouvel établissement dans les villages de moins de 450 habitants est ainsi impossible

Le transfert d'une licence III ou IV y est néanmoins possible dans le respect des dispositions de l'article L. 3332-11.

Cas particulier pour les communes touristiques.

#### **Ouverture d'un débit de 4ème catégorie**

La création d'une nouvelle licence IV est interdite (article L. 3332-2 du CSP). La seule possibilité d'ouvrir un nouvel établissement doté d'une licence IV est donc de recourir au transfert, après rachat de la licence à un propriétaire souhaitant s'en défaire.

« Les terrasses des débits de boissons implantées sur le domaine public sont considérées comme une extension de l'établissement. » Sont ainsi considérées comme une extension du débit de boissons les terrasses accolées à l'établissement, tout comme celles séparées de celui-ci par une voie publique.

### **2.1.2 Dispositions spécifiques applicables à certains lieux**

Les débits installés à bord des aéronefs, navires, bateaux ou véhicules ferroviaires ne peuvent être exploités que pour le service des personnes transportées. La déclaration prévue à l'article L. 3332-3 10 est faite au lieu où l'entreprise a son siège ou son principal établissement, ou, si le siège et le principal établissement sont à l'étranger, au lieu de son principal établissement en France.

### **2.1.3 Modalités d'ouverture d'un débit de boissons**



**2.1.3.1 La déclaration préalable** est une formalité qui s'impose à tout exploitant ouvrant un débit de boissons à consommer sur place ou lors de la translation ou de la mutation de celui-ci.

- Ouverture : création d'un nouvel établissement
- Mutation : changement de propriétaire ou de gérant
- Translation : déménagement d'un établissement au sein d'une même commune
- Transfert : déménagement d'un établissement dans une autre commune de la région ou exceptionnellement, dans un autre département au-delà de la même région.

CONDITIONS : quinze jours au moins avant le début de l'exploitation, à la mairie du lieu d'exploitation ou, si celui-ci est à Paris, auprès de la préfecture de police.

L'exploitant se voit immédiatement délivrer un récépissé (délai d'un mois en cas de décès de l'exploitant).

L'enregistrement des déclarations d'ouverture s'opère à partir de deux formulaires Cerfa :

- un imprimé Cerfa n° 11542\*05 à renseigner par le demandeur
- un imprimé Cerfa n° 11543\*05, qui peut être prérempli par le demandeur, à délivrer par les services de la mairie

L'exploitation d'un débit de boissons sans avoir effectué la déclaration préalable d'ouverture est constitutive d'un délit, puni de 3 750 € d'amende.

La vente de boissons alcooliques dans les **cercles privés** Lorsque leur exploitation ne revêt pas un caractère commercial, les cercles privés ne sont pas soumis à la réglementation administrative des débits de boissons, s'ils servent exclusivement des boissons sans alcool, du vin, de la bière, du cidre, du poiré, de l'hydromel, des vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins et si leurs adhérents sont seuls admis à consommer. »

### 2.1.3.2 Être titulaire d'un permis d'exploitation

L'article L. 3332-1-1 du CSP impose dans son 1er alinéa qu'une formation spécifique sur les droits et obligations attachés à l'exploitation d'un débit de boissons à consommer sur place ou d'un établissement pourvu de la petite licence restaurant ou de la licence restaurant soit dispensée par un organisme agréé par le ministre de l'intérieur à toute personne déclarant l'ouverture, la mutation, la translation ou le transfert d'un débit de boissons à consommer sur place de troisième et quatrième catégories.

Cette formation donne lieu à la délivrance d'un permis d'exploitation valable dix années.

#### **Une formation obligatoire qui porte sur :**

- les droits et obligations attachés à l'exploitation d'un débit de boissons,
- les dispositions régissant la prévention et la lutte contre l'alcoolisme,
- la protection des mineurs et la répression de l'ivresse publique,
- la législation sur les stupéfiants, la revente de tabac, la lutte contre le bruit,
- les faits susceptibles d'entraîner une fermeture administrative,
- les principes généraux de la responsabilité civile et pénale des personnes physiques et des personnes morales,
- la lutte contre la discrimination.

#### **Cette formation s'impose :**

- aux exploitants d'un débit de boissons à consommer sur place de 3ème et 4ème catégorie,
- aux exploitants d'un établissement pourvu de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant ».
- Tous les futurs exploitants de débits de boissons titulaires d'une licence de débit de boissons à consommer sur place ou d'une licence de restaurant doivent se soumettre à l'obligation de formation.

Les loueurs de **chambres d'hôtes** qui, dans le cadre de leurs prestations, délivrent des boissons alcooliques à leur clientèle, sont bien entendu tenus de détenir une licence de la catégorie correspondant au groupe de boissons proposé. La formation mentionnée est « adaptée aux conditions spécifiques de l'activité de ces personnes »

**Durée de la formation :** durée minimale de 20 heures sur au moins 3 jours (cas particulier des loueurs de chambres d'hôtes).

Cette durée est de 6 heures en cas de mutation, transfert ou translation lorsque l'exploitant justifie d'une expérience professionnelle de 10 ans.

Cette durée est également portée à 6 heures pour la mise à jour des connaissances en vue du renouvellement du permis d'exploitation.

Il importe de noter que la formation doit être dispensée en mode « présentiel », c'est-à-dire physique. Elle ne peut être enseignée en « e-learning » ou par correspondance, ni être sous traitée.

**Programme de la formation** : Selon les dispositions du I de l'article R. 3332-7 du CSP, cette formation comporte une partie théorique relative à la connaissance de la législation et de la réglementation applicables aux débits de boissons à consommer sur place et aux restaurants, aux obligations en matière de santé publique et d'ordre public, ainsi qu'une partie pratique consistant en des mises en situation. Elle s'achève par une évaluation des connaissances acquises.

**L'agrément** est délivré à l'organisme de formation pour une durée de 5 ans et prend la forme d'un arrêté du ministre de l'intérieur. Seul un organisme agréé peut organiser la formation.

### **Une formation débouchant sur la délivrance du permis d'exploitation**

A l'issue de la formation, l'organisme agréé délivre aux personnes l'ayant suivie une attestation, dite « permis d'exploitation », conforme à un modèle normalisé (Cerfa n° 14407\*03)

### **Une formation adaptée pour les loueurs de chambres d'hôtes**

Le permis d'exploitation délivré à l'issue de la formation adaptée de 7 heures, moins longue et moins complète, ne peut conférer les mêmes droits que le permis délivré à l'issue de la formation de droit commun de 20 heures : il ne doit permettre que l'exploitation de chambres d'hôtes, pas celle d'un restaurant ou d'un débit de boissons à consommer sur place, à peine de dénaturer la portée de la formation de droit commun.

A contrario, la personne titulaire d'un permis d'exploitation délivré à l'issue de la formation de 20 heures sur trois jours peut délivrer des boissons alcooliques dans le cadre d'une activité de loueur de chambres d'hôtes sans devoir suivre la formation adaptée de 7 heures.

### **Les incapacités liées à l'exploitation d'un débit.**

Cette profession n'est pas ouverte aux personnes incapables juridiquement ou à celles qui ne répondent pas à une condition de moralité.

Les mineurs non émancipés et les majeurs sous tutelle ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

Le principe d'interdiction d'emploi ou de stage d'un mineur au sein d'un débit de boissons s'applique. Néanmoins, le code du travail, dans son article L. 4153-6, instaure une possibilité d'emploi des mineurs de 16 ans qui suivent une formation comportant une ou plusieurs périodes accomplies en entreprise, leur permettant d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré dans le répertoire national des certifications professionnelles.

### **Incapacités liées à une condamnation pénale**

**Incapacités temporaires** Ne peuvent exploiter pendant une durée de 5 ans à compter de leur condamnation, les personnes condamnées à un mois au moins d'emprisonnement pour les délits suivants : vol, escroquerie, abus de confiance, recel,

**Incapacités perpétuelles** Font l'objet d'une incapacité perpétuelle les personnes condamnées pour crime de droit commun ou l'un des délits relatifs au proxénétisme

## **L'exploitation d'une licence à consommer sur place appartenant à une commune**

Une commune peut être propriétaire d'un débit de boissons (local, fonds, licence), mais pour exploiter le débit il faut remplir certaines conditions :

- la licence ne doit pas faire l'objet d'une péremption (un débit de boissons qui a cessé d'exister depuis plus de cinq ans est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis
- la déclaration de mutation doit indiquer un exploitant personne physique
- les personnes qui doivent suivre la formation « permis d'exploitation » sont les déclarants de l'ouverture, de la mutation, de la translation ou du transfert de l'établissement (propriétaire ou gérant). Néanmoins lorsque la licence est détenue par une commune, l'obligation de formation incombe à l'exploitant effectif ;
- La licence peut être détenue par la commune ; en cas de carence ou d'insuffisance de l'initiative privée, la notion d'intérêt public peut permettre à une commune, pour assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural, de créer une entreprise commerciale dans le secteur d'activité où est constatée cette défaillance de l'initiative privée (article L. 2251-3 du code général des collectivités territoriales).

### Les différents modes d'exploitation :

- La gestion directe : la commune peut décider d'organiser et de gérer elle-même le débit de boissons. Elle aura alors recours à la régie, formule qui lui permet d'exercer un contrôle direct sur la gestion du débit de boissons. Il lui appartient de désigner un représentant responsable. Ce ne peut être ni le maire ni un conseiller municipal (articles R. 2221-11 et R. 2221-21 du CGCT).
- Le contrat administratif : la commune peut déléguer la responsabilité de l'exploitation du débit de boissons à une personne, publique ou privée, en concluant avec elle un contrat administratif (prévoir par exemple une clause avec les causes de résiliation d'office pour permettre à la commune de céder la licence si un repreneur se présente).
- Lorsque la licence est détenue par une commune, il lui appartient de désigner un représentant responsable qui, comme indiqué ci-dessus, ne peut être ni le maire ni un conseiller municipal (articles R. 2221-11 et R. 2221-21 du CGCT). L'obligation de formation incombe à l'exploitant effectif qui effectue alors l'activité d'exploitation du débit de boissons non pour son propre compte mais pour celui de la commune.
- Dans le cas où la commune est propriétaire de la licence mais qu'elle l'a louée à un tiers, c'est celui-ci qui doit effectuer la déclaration et, donc, être titulaire du permis d'exploitation. La personne locataire doit être en mesure tant de passer le contrat de location que de procéder à des actes de commerce.
- Une licence à consommer sur place est un élément incorporel d'un fonds de commerce. Toute mutation, translation ou transfert est encadré par les articles L. 3332-4 et L. 3332-11 du CSP. Ainsi, une licence ne se prête pas au gré de la fantaisie de son propriétaire, et elle ne peut être exploitée que par une seule personne : toute formule consistant, par exemple, à mettre à disposition une licence au profit de plusieurs associations, ou à proposer aux associations intéressées pour l'utilisation d'une licence IV de créer une association « supra communale » qui regrouperait plusieurs associations membres, s'inscrit en violation des dispositions législatives du code de la santé publique.
- De même, une licence III ou IV ne peut pas être mise à la disposition d'une association dans le cadre d'autorisations d'ouverture temporaire de buvettes au sens de l'article L. 3334-2 du CSP.

## **2.2 La mutation d'une licence**

La mutation est l'acte par lequel une licence change de détenteur.

Cette déclaration doit être effectuée au moins 15 jours à l'avance.

En cas de mutation par décès, ce délai est porté à un mois à compter du décès.

Le défaut de déclaration de mutation constitue un délit instantané.

Spécificité territoriale : l'Alsace-Moselle

## **2.3 Transfert d'une licence**

La demande de transfert d'un débit de boissons à consommer sur place doit être déposée auprès du représentant de l'État dans le département où doit être transféré le débit de boissons (à Paris, auprès du préfet de police). Dans le cadre de l'instruction de la demande, les services de la préfecture doivent obligatoirement consulter le maire de la commune où est installé le débit de boissons et le maire de la commune où celui-ci doit être transféré.

Seule autorité à qui revient la décision d'autoriser ou non le transfert.

### **2.3.2 Transfert d'une licence au-delà des limites du département**

Le transfert d'un débit de boissons n'est possible en principe que dans la région où il se situe (alinéa 1er de l'article L. 3332-11 du CSP). Néanmoins, afin de ne pas restreindre trop fortement les conditions de transfert, la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques a introduit une dérogation en créant un 2ème alinéa à l'article L. 3332-11 du CSP. Ainsi, un débit de boissons à consommer sur place peut être transféré au-delà des limites de la région où il se situe au profit d'un établissement touristique répondant aux exigences du code du tourisme (hôtel classé ou terrain de camping ou de caravanage).

### **2.3.3 Conditions de transfert d'une licence en fonction de sa catégorie**

Conditions de transfert d'une licence III Le transfert d'une licence de 3ème catégorie au sein d'une même région est libre.

Condition de transfert d'une licence IV L'article 49 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié le premier alinéa de l'article L. 3332-11 du CSP pour permettre le transfert de la dernière licence IV d'une commune (jusqu'alors interdit) sous réserve de l'avis favorable du maire de la commune de départ. La procédure est identique à celle du transfert de droit commun.

**Le transfert** doit en principe être effectué au sein de la même région.

Demande d'autorisation de transfert, le préfet du département où doit être transféré le débit doit solliciter l'avis des deux maires concernés.

Une fois l'autorisation préfectorale délivrée, il appartient au futur exploitant d'effectuer une déclaration au maire de la commune d'installation.

**2.4 La règle de péremption** d'une licence revêt un caractère d'ordre public et ne souffre donc d'aucune dérogation en dehors de celles expressément prévues par la loi.

Selon les termes de l'article L. 3333-1 du CSP, un débit de boissons de 3e ou de 4e catégorie qui a cessé d'exister depuis plus de cinq ans est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis.

## 2.5 « Happy hours »

Le débitant de boissons lorsqu'il vend des boissons alcooliques à prix réduit pendant une période restreinte (ce que l'on appelle communément les « happy hours »), doit proposer également pendant cette même période des boissons sans alcool à prix réduit.

Sanctions : peines contraventionnelles (amende de 4ème classe, s'élevant à 135 €, minorée à 90 € et majorée à 375 €) en cas de non-respect de la mesure.

Constituent ainsi une infraction :

- le fait de ne pas proposer à prix réduit, dans des conditions équivalentes, les boissons non alcooliques énumérées au deuxième alinéa de l'article L. 3323-1 du CSP, pendant la période restreinte où sont proposées à la consommation des boissons alcooliques
- le fait de ne pas annoncer la réduction de prix portant sur l'offre de boissons non alcooliques dans des conditions équivalentes à celles proposées pour les boissons alcooliques.

« Le fait pour un débitant de boissons à consommer sur place de ne pas avoir installé un étalage de boissons non alcooliques mises en vente dans son établissement dans les conditions prévues à l'article L. 3323-1 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe. Le fait pour un débitant de boissons de ne pas proposer à prix réduit, dans des conditions équivalentes, les boissons non alcooliques énumérées au deuxième alinéa de l'article L. 3323-1, pendant la période restreinte prévue au dernier alinéa du même article durant laquelle il propose des boissons alcooliques à prix réduit, est puni de la même peine. Le fait pour ce débitant de ne pas annoncer la réduction de prix portant sur l'offre de boissons non alcooliques dans des conditions équivalentes à celles proposées pour les boissons alcooliques est puni de la même peine. »

### 3 RÉGIMES SPÉCIFIQUES

#### 3.1 Régime applicable aux débits de boissons temporaires et aux manifestations spontanées

##### 3.1.1 Conditions inhérentes à l'ouverture d'un débit temporaire

L'article L. 3334-1 du CSP prévoit que les débits temporaires qui fonctionnent dans le cadre d'expositions ou de foires organisées par l'État, les collectivités publiques ou les associations reconnues d'utilité publique ne doivent fonctionner que durant la manifestation et être installés à l'intérieur de l'enceinte de l'exposition ou de la foire. Préalablement à l'ouverture, le débitant doit obtenir l'autorisation du responsable de la manifestation (commissaire général de l'exposition, organisateur de la foire ou du salon) et faire une déclaration à la mairie (ou à la préfecture de police pour Paris). Autant de déclarations sont nécessaires que de points de vente de boissons installés.

L'article L. 3334-2 du CSP prévoit que les buvettes installées à l'occasion des manifestations exceptionnelles autres que celles mentionnées à l'article L. 3334-1 (fêtes publiques, bals publics, représentations théâtrales, ventes de charité, kermesses, etc.) doivent obtenir l'autorisation préalable du maire de la commune d'installation. Ces débits de boissons ne peuvent vendre que des boissons des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> groupes. L'article L. 3334-2 du CSP, dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 dispose en effet : « Dans les débits et cafés ouverts dans de telles conditions, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 ».

Une association qui établit un tel débit de boissons pour la durée de la manifestation publique qu'elle organise ne peut obtenir plus de cinq autorisations par an. Cette limitation ne s'applique pas aux personnes physiques qui établissent un débit de boissons à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique.

Les articles L. 3334-1 et L. 3334-2 du CSP autorisent toute personne, sans condition de nationalité, à ouvrir et exploiter un débit temporaire.

L'exploitant d'un débit de boissons en possession d'une licence régulièrement déclarée ne peut utiliser cette licence en dehors de son établissement pour ouvrir un débit temporaire.

La jurisprudence a estimé que tel n'est pas le cas de buvettes aménagées à son profit, par un entrepreneur de bals publics, à l'entrée des chapiteaux itinérants qu'il exploite (Cass. crim., 24 octobre 1983, Bull. crim. n° 260).

Elle a également apprécié que les bals donnés dans la salle des fêtes de la commune, qui est un lieu public - bals auxquels toute personne peut participer, soit gratuitement, soit en payant un droit d'entrée - peuvent être assimilés à une fête publique (Cass. crim., 20 juin 1957, Bull. crim. n° 514).

**La vente et la distribution des boissons alcooliques est interdite dans les établissements d'activités physiques et sportives.**

Néanmoins le maire peut accorder par arrêté des autorisations dérogatoires temporaires d'une **durée maximale de 48 heures** et concernant les boissons du troisième groupe seulement, pour les buvettes installées dans les enceintes sportives par : des associations sportives agréées la limite de 10 autorisations par an , des organisateurs de manifestations à caractère agricole dans la limite de 2 autorisations par an et par commune ...

### **3.1.2 Cas particulier des producteurs-récoltants vendant de façon temporaire les boissons issues de leur récolte sur les foires et marchés**

Les viticulteurs qui veulent vendre les produits issus de leur récolte sont dans une situation particulière au regard du régime déclaratif applicable aux débits de boissons.

Ils n'ont ainsi pas à justifier de la possession d'une licence pour vendre au détail des boissons alcooliques.

### **3.1.3 Cas particulier des « restaurants temporaires »**

Le CSP prévoit pour sa part, en application des articles L. 3334-1 et L. 3334-2, deux régimes distincts relatifs à l'ouverture de débits de boissons temporaires à consommer sur place (cidessus, point 3.1.1) :

- l'article L.3334-1 prévoit que des débits temporaires peuvent être ouverts dans le cadre d'expositions ou de foires organisées par l'État, les collectivités publiques ou les associations reconnues d'utilité publique. Préalablement à l'ouverture, le débitant doit obtenir l'autorisation du responsable de la manifestation (commissaire général de l'exposition, organisateur de la foire ou du salon), et faire une déclaration à la mairie (ou à la préfecture de police pour Paris). Autant de déclarations sont nécessaires que de points de vente de boissons installés. Les débits de boissons, qui ne doivent fonctionner que durant la manifestation et être installés à l'intérieur de l'enceinte de l'exposition ou de la foire, peuvent vendre toutes catégories de boissons ;

- par ailleurs, l'article L. 3334-2 prévoit que les buvettes installées à l'occasion des manifestations exceptionnelles autres que celles mentionnées à l'article L. 3334-1 (fêtes publiques, bals publics, représentations théâtrales, ventes de charité, kermesses, etc.) doivent obtenir l'autorisation préalable du maire (pour Paris, le préfet de police) de la commune d'installation. Ces débits de boissons ne peuvent vendre que des boissons des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> groupes.

Il en résulte que, hormis les cas où l'activité de restauration s'exerce dans le cadre d'une licence de débit de boissons à consommer sur place (dans ce cas une déclaration doit être faite ou une autorisation obtenue, respectivement au titre des articles L. 3334-1 ou L. 3334-2 du CSP), le CSP ne prévoit aucune exigence particulière pour l'ouverture d'un restaurant temporaire. Aucune déclaration ni autorisation n'est donc requise pour l'ouverture d'un stand où sont servis des repas, à l'occasion desquels sont vendues des boissons.

Les articles L. 3334-1 et L. 3334-2 du CSP, qui fixent le régime applicable aux débits temporaires, se lisent par dérogation aux articles L. 3332-2, L. 3332-3 et L. 3332-4-1 qui concernent le droit commun. De même, la circulaire n° NOR ETSP1115147C du 31 mai 2011<sup>24</sup> relative à la déclaration des débits de boissons concerne les débits de boissons permanents.

Par ailleurs, les déclarations requises pour l'ouverture d'un débit de boissons temporaire dans le cadre d'expositions ou de foires organisées par l'État, les collectivités publiques ou les associations reconnues d'utilité publique (article L. 3334-1 du CSP) ne doivent pas être établies avec le formulaire Cerfa n° 11542\*05. Tout document peut être librement utilisé, dès lors que l'ensemble des mentions obligatoires, prévues à l'article L. 3334-1 du CSP, sont référencées :  
- nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile de l'exploitant ; - situation du débit ; - catégorie du débit qu'il se propose d'ouvrir.

Les autres manifestations, qui ne seraient pas organisées par une personne morale de droit public, relèvent des dispositions de l'article L. 3334-2 du CSP. L'ouverture d'un débit de boissons à cette occasion requiert alors l'autorisation municipale et le formulaire Cerfa n° a pas à être produit.



### **3.1.4 Les traiteurs**

Les traiteurs sont à mi-chemin entre les vendeurs de boissons à emporter et les débits de boissons à consommer sur place.

Si le traiteur propose les boissons alcooliques dans le cadre du stand temporaire où sont servis ses plats, uniquement aux heures du repas et comme accessoire de la nourriture, aucune démarche déclarative ou demande d'autorisation ne lui est nécessaire. Dans ce cas, aucune limite ne s'impose à lui au titre du CSP quant aux boissons alcooliques qu'il peut servir.

Si, en revanche, il compte proposer les boissons alcooliques en dehors des heures du repas et autrement que comme accessoire de la nourriture, une autorisation municipale lui est nécessaire au titre de l'article L. 3334-2 du CSP. Dans ce cadre, seules peuvent être vendues les boissons des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> groupes.

### **3.1.5 Les marchands ambulants**

Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, un marchand ambulant ou forain qui souhaite vendre des boissons alcooliques pour une consommation sur place, doit obtenir une licence de débit de boissons à consommer sur place (licence III), ou la petite licence restaurant s'il ne sert les boissons qu'en accompagnement des repas et comme accessoires de la nourriture.

S'il souhaite pratiquer la vente à emporter, il devra procéder à la déclaration d'une petite licence à emporter (laquelle permet la délivrance de boissons des groupes 1 et 3). Le formulaire Cerfa n° 11542\*05 (cf. infra, annexe 1.1) doit être renseigné et signé par le l'intéressé, qui doit cocher la case correspondant à la catégorie de licence qu'il demande.

### **3.1.6 Dispositions applicables aux fêtes publiques revêtant ou non un caractère traditionnel**

L'article L. 3322-9 du CSP instaure ainsi deux régimes distincts applicables aux organisateurs de fêtes et foires désireux d'ouvrir à cette occasion un open bar ; ces régimes ne concernent que les offres de boissons alcooliques et n'exonèrent en aucune manière ces fêtes du régime général d'autorisation exposé au point 3.1.1 ci-dessus.

### **3.2 Régime applicable aux établissements ayant pour activité principale l'exploitation d'une piste de danse**

Des dispositions spécifiques applicables aux « établissements ayant pour activité principale l'exploitation d'une piste de danse » (discothèques) ont été instaurées par la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques, qui a introduit un article L. 314-1 dans le code de tourisme.

#### **3.2.1 Faisceau d'indices permettant de déterminer si un débit de boissons a « pour objet principal l'exploitation d'une piste de danse »**

L'activité de discothèque étant strictement réglementée, un certain nombre de critères, issus des diverses réglementations qui leur sont applicables, permettent de rassembler un faisceau d'indices aidant à vérifier l'applicabilité des dispositions de l'article D. 314-1 du code du tourisme.

En matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique, la classification de l'établissement recevant du public en type P (salles de danse et salles de jeux). Pour cela, il convient de se reporter à l'arrêté d'ouverture de l'établissement délivré par le bureau chargé des établissements recevant du public au sein de la préfecture, pour les établissements recevant du public du 1er groupe (1ère à 4ème catégorie). Une discothèque doit disposer de dispositifs de sécurité adaptés, avec en particulier l'existence d'un service interne privé de sécurité et l'obligation pour les salariés exerçant cette activité privée de sécurité de détenir la carte professionnelle des agents de sécurité, en application du livre VI du code de la sécurité intérieure réglementant les activités privées de sécurité (partie législative).

#### Horaires de fermeture applicable aux discothèques

Le décret n° 2009-1652 du 23 décembre 2009, pris pour l'application de l'article L. 314-1 du code du tourisme, crée au sein du même code un article D. 314-1 aux termes duquel : « L'heure limite de fermeture des débits de boissons ayant pour objet principal l'exploitation d'une piste de danse est fixée à 7 heures du matin. »

L'horaire de droit commun de fermeture de ces établissements est ainsi fixé à 7 heures du matin. Il s'agit d'un horaire maximal de fermeture : les établissements restent libres de décider d'une fermeture en deçà de cet horaire. Aucune dérogation pour une ouverture au-delà n'est désormais possible.

Seul un autre décret pourrait prévoir une dérogation exceptionnelle autorisant les discothèques à demeurer ouvertes au-delà de 7h00. Le préfet ne peut ainsi donner aucune suite favorable à d'éventuelles demandes de dérogation exceptionnelle qui pourraient lui être présentées – par exemple à l'occasion des fêtes du 14 juillet, du 25 ou du 31 décembre.

La vente de boissons alcooliques n'est plus autorisée dans ces établissements au moins 1 heure 30 avant la fermeture (2ème alinéa de l'article D. 314-1 du code du tourisme). Cette règle est d'effet glissant, c'est-à-dire qu'elle s'applique quel que soit leur heure de fermeture.

### **3.2.5 L'obligation de mettre des éthylotests à disposition de la clientèle**

L'article 85 de la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) modifie l'article L. 3341-4 du code de la santé publique<sup>30</sup> afin de permettre aux clients des établissements de nuit de mesurer leur taux d'alcoolémie par éthylotest avant de décider de reprendre, ou non, le volant.

Si l'ivresse sur la voie publique est réprimée, le commerçant qui a servi à boire à une personne en état d'ivresse peut également être poursuivi : - sur sa responsabilité pénale : en cas d'accident mortel de la circulation suite à une consommation excessive d'alcool, il est possible de retenir à l'encontre du commerçant le délit de mise en danger de la vie d'autrui par violation d'une règle de sécurité<sup>31</sup> ; voir par exemple Tr. corr. Dijon, 2 avril 2003, déclarant un cafetier coupable de « complicité de conduite en état alcoolique par fourniture de moyens » et le condamnant à 2 mois de prison avec sursis pour avoir servi à boire à une personne ivre qui a, par la suite, provoqué un accident mortel de la circulation ; - sa responsabilité civile peut également être recherchée et engagée suite aux dommages matériels et moraux causés par l'accident (par exemple, responsabilité d'un débitant de boissons ayant servi jusqu'à l'ivresse un mineur conduisant un cyclomoteur : le débitant de boissons a exposé ce consommateur au risque d'accident spécifique à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique et a ainsi accru la probabilité de la survenance d'un accident : TGI Montargis, 3 août 1979, Dalloz 1980, IR, Sommaires commentés, p. 413 ; dans le même sens, le juge a retenu que le décès du client était en lien direct avec son alcoolisation aiguë : Cass. civ., 20 juin 2002, n° 99-19782).

### **Sanction**

Ni la loi ni l'arrêté du 24 août 2011 ne prévoient de sanction pénale pour les éventuelles infractions à la mise en œuvre des dispositions relatives à la mise à disposition des éthylotests. Ce sont donc les dispositions du code de la santé publique relatives aux mesures de fermeture administrative ordonnées par le représentant de l'État dans le département et prévues au 1 de l'article L. 3332-15 du CSP qui s'appliquent (cf. infra, points 5.2.1.1 et suivants).

### **3.3 Régime applicable à la vente à emporter**

#### **3.3.1 La vente à emporter**

La vente à emporter est soumise à un régime moins restrictif que celui de la vente à consommer sur place. L'exploitant désirant proposer à la vente à emporter des boissons alcooliques devra s'acquitter des formalités suivantes :

- être titulaire d'une des licences présentées supra (point 1.2.3)
- en cas de vente d'alcool la nuit, suivre une formation spécifique sur les droits et obligations attachés à la vente à emporter de boissons alcooliques entre 22 heures et 8 heures : cf. infra, point 3.3.3
- effectuer auprès du maire (à Paris, le préfet de police) la déclaration prévue à l'article L. 3332-4-1 du CSP ; le récépissé délivré par les services de la mairie justifie de la possession de la licence de la catégorie sollicitée (cf. supra, point 2.1.3.1).

#### **3.3.2 Les points de vente de carburant**

L'obligation de suivre la formation spécifique de l'article L. 3332-1-1 (alinéa 2) pour la vente, de nuit, de boissons alcooliques à emporter - obligation prévue au 2ème alinéa de l'article L. 3331-4 du CSP - ne s'applique qu'aux personnes voulant vendre des boissons alcooliques à emporter entre 22 heures et 8 heures (cf. ci-dessous, point 3.3.3.). Dans la mesure où les personnels travaillant dans des points de vente de carburants ont, sur le fondement du 4ème alinéa de l'article L. 3322-9 du CSP, interdiction de vendre des boissons alcooliques durant cette période, la formation imposée par l'article L. 3331-4 ne leur est pas applicable. Aucune formation n'est exigée pour pouvoir vendre entre 8 heures et 22 heures des boissons alcooliques à emporter.

#### **Sanctions**

En cas de non-respect de l'interdiction de vente de boissons alcooliques dans un point de vente de carburant entre 18 heures et 8 heures ou de boissons alcooliques réfrigérées quelle que soit l'heure, l'article L. 3351-6-1 du CSP prévoit une amende de 7 500 euros, peine pouvant être portée à 15 000 euros d'amende et un an d'emprisonnement en cas de récidive. Les personnes morales peuvent également être sanctionnées des peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal : interdiction d'exercice, fermeture de l'établissement, confiscation, affichage de la décision.

### **3.3.3 La formation spécifique à la vente d'alcool à emporter la nuit**

La vente d'alcool à emporter de nuit, indépendamment des restrictions qui peuvent y être apportées au niveau local, notamment par arrêté, est un phénomène qui a tendance à se développer. Afin de l'encadrer, et de soumettre ce type de vente aux mêmes obligations que la vente à consommer sur place dont elle tend dans la pratique à se rapprocher (s'agissant d'une vente généralement destinée à une consommation immédiate), la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires a introduit une obligation de formation pour la vente de boissons alcooliques à emporter entre 22 heures et 8 heures.

#### **Sanction**

Depuis cette date, le non-respect de l'obligation de formation pour les personnes souhaitant vendre de l'alcool à emporter entre 22 heures et 8 heures est passible d'une amende de 3 750 euros (article L. 3351-6 in fine).

## **4 LES ZONES DE PROTECTION**

### **4.1 Délimitation des distances par le représentant de l'État**

#### **4.1.1 Délimitation dans les zones énumérées à l'article L. 3335-1**

1) Cette délimitation est facultative autour :

- des édifices consacrés à un culte ;
- des cimetières ;
- des établissements d'instruction publique et établissements scolaires privés ainsi que tous établissements de formation ou de loisirs de la jeunesse ;
- des établissements pénitentiaires ;
- des casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par le personnel des armées de terre, de mer et de l'air ;
- des bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport.

2) Cette délimitation est obligatoire pour :

- les établissements de santé, maisons de retraite et tous établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation ainsi que les dispensaires départementaux ;
- les stades, piscines, terrains de sport publics ou privés.

Le préfet dispose d'une marge d'appréciation pour la définition des périmètres de protection autour des établissements de santé, maisons de retraite, établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation et dispensaires départementaux. Il peut faire varier l'étendue de ces zones selon la nature des établissements à protéger et selon l'importance de la commune où ils sont installés (article D. 3335-2 du CSP).

Par ailleurs, l'article L. 3335-4 du CSP pose le principe selon lequel la vente et la distribution de boissons des groupes 3 à 5 est interdite dans les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et d'une manière générale, dans tous les établissements d'activités physiques et sportives.

#### **4.1.2 Délimitation d'une zone de protection autour d'autres sites**

Le préfet peut définir de nouvelles zones de protection autour d'entreprises industrielles ou commerciales.

## **5 LES POUVOIRS DE POLICE**

Les débits de boissons peuvent faire l'objet de mesures de police générale. En vertu de la loi, ils sont également soumis à une police spéciale.

### **5.1 Les mesures de police générale**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, la police générale appartient au maire. Elle est, à Paris, confiée au préfet de police. Elle relève également du préfet de département au titre de l'article L. 2215-1 du même code en cas de carence de l'autorité municipale, lorsque la mesure dépasse le territoire d'une seule commune ou si le maintien de l'ordre est menacé dans deux ou plusieurs communes limitrophes.

#### **5.1.1 Compétence du préfet**

##### **5.1.1.1 L'arrêté départemental de police des débits de boissons**

Applicable à tous les types d'établissements, y compris ceux qui sont annexés à un hôtel ou un restaurant, porte sur :

- la fixation des horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département ;
- le régime des dérogations à l'horaire de fermeture ainsi fixé, justifiées par des divertissements et spectacles répondant à des besoins d'animation ou d'expression culturelle ;
- le régime des dérogations exceptionnelles à l'occasion des foires et fêtes (y compris Fête nationale, Noël et Saint-Sylvestre) ;
- la mise en place de certaines obligations à l'égard des débitants comme la lutte contre le bruit, la lutte contre l'ivresse publique, la protection des mineurs ;
- la fixation des périmètres protégés.

L'arrêté préfectoral est fondé sur le 3° de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales qui lui permet d'édicter toute mesure relative à l'ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique « dont le champ d'application excède le territoire d'une commune » (C.A.A. Bordeaux, 15 février 2011, Préfet de la Haute-Garonne c/ SARL Animae Bar et autres, n° 10BX01551 précité).

Par ailleurs, aucune disposition législative ou réglementaire n'impose que l'adoption de cette mesure de police doive être précédée d'une consultation préalable (C.A.A. Bordeaux, 15 février 2011, Préfet de la Haute-Garonne c/ SARL Animae Bar et autres, n° 10BX01551 précité). En revanche, le préfet peut toujours s'entourer de l'avis de toute autorité qu'il jugerait utile. Cet avis, facultatif, ne le lie pas.

**5.1.1.2 Le régime des dérogations d'ouverture tardive** En dehors des cas généraux de dérogation prévus par l'arrêté préfectoral mentionné au point 5.1.1.1, le préfet peut délivrer au cas par cas, sur la demande de l'exploitant, une autorisation de demeurer ouvert au-delà de l'horaire de droit commun, jusqu'à une heure qu'il fixe.

Ces autorisations, qui ne constituent pas un droit pour l'exploitant, sont accordées au cas par cas par le préfet. Elles sont fondées sur les dispositions de l'arrêté départemental de police des débits de boissons prévoyant les cas de dérogation d'ouverture tardive. Elles ont un caractère personnel et révocable. Elles ne peuvent donc être transmises lors de la cession du fonds. Par ailleurs, si les circonstances locales liées à des considérations d'ordre public, de sécurité publique ou de tranquillité publique conduisent le préfet à estimer que la dérogation n'est plus souhaitable, il peut retirer cette autorisation ou opposer un refus à la demande de renouvellement qui lui est adressée.

L'autorisation ainsi délivrée par le préfet ne concerne pas les discothèques, qui bénéficient du droit d'ouvrir jusqu'à 7 heures en vertu de textes spécifiques (cf. supra, point 3.2).

### **5.1.2 Compétences du maire**

Le maire est l'autorité compétente en matière de police générale des débits de boissons.

- Il peut, en raison de circonstances locales particulières, prendre les dispositions nécessaires et aggraver les termes de l'arrêté préfectoral en fixant par exemple des heures de fermetures moins tardives, en interdisant pour certains établissements la vente de boissons alcooliques pendant certains créneaux horaires ou en réduisant les possibilités de dérogations, en interdisant la consommation d'alcool à certaines heures et à l'intérieur d'un certain périmètre géographique.

- Il peut prendre des arrêtés ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières pour réglementer certaines activités bruyantes en vue d'assurer le respect de la tranquillité publique.

Le pouvoir de police spéciale ainsi conféré au maire ne se substitue pas à son pouvoir de police générale préexistant, mais le renforce, tout en étant souple et adapté aux situations locales. Les décisions municipales, qui tiennent compte des particularités locales, peuvent déterminer des périmètres géographiques à l'intérieur du territoire concerné. Les décisions peuvent donc porter sur l'ensemble de la commune ou sur une zone particulière de celle-ci. Ces décisions ne sauraient en revanche prendre un caractère permanent dans le temps.

Bien que l'article 95 ne le précise pas explicitement, à Paris ce pouvoir est exercé par le préfet de police.

Le non-respect d'un arrêté municipal ou préfectoral interdisant la vente d'alcool est puni d'une contravention de 4ème classe, en application de l'article R. 3353-5-1 du CSP.



## **5.2 Les mesures de police spéciale**

La police spéciale des débits de boissons a trait aux mesures de fermeture de ces établissements. Par principe, l'autorité compétente pour ordonner une fermeture administrative est le préfet de département.

Les décisions de fermeture sont source de nombreux contentieux devant les juridictions administratives. Il appartient aux préfets de se montrer particulièrement vigilants car une mesure injustifiée constitue une faute de nature à entraîner la responsabilité de l'administration.

### **5.2.1 Dispositions générales**

#### **La fermeture, mesure de police administrative**

Il s'agit de mesures de police administrative, donc de mesures qui n'ont pas pour objet de sanctionner mais d'empêcher la poursuite et de prévenir la réitération des faits constatés

Ce principe a été réaffirmé par le Conseil d'État, dans sa décision, le Conseil d'État indique clairement que lorsqu'elle est ordonnée en application des dispositions combinées du 3 et du 4 de l'article L. 3332-15 du CSP, « en cas de commission d'un crime ou d'un délit en relation avec l'exploitation ou la fréquentation d'un débit de boissons, la fermeture [...] a pour objet de prévenir la continuation ou le retour des désordres liés au fonctionnement de l'établissement, indépendamment de toute recherche de responsabilité de l'exploitant ; [...] une telle mesure doit être regardée en conséquence, non comme une sanction présentant le caractère d'une punition, mais comme une mesure de police. »

Le Conseil d'État en conclut qu'un requérant ne peut pas soulever le moyen, qui ne trouve application qu'en matière répressive, selon lequel les dispositions du 3 de l'article L. 3332-15 porteraient atteinte aux principes de légalité des délits et des peines et de nécessité des peines énoncés par l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à laquelle renvoie le Préambule de la Constitution ainsi qu'à celui de la personnalité des peines tiré des dispositions des articles 8 et 9 de cette Déclaration.

Ainsi, la décision administrative de fermeture s'applique quand bien même le débitant de boissons concerné a cédé son établissement à un tiers, étranger aux faits, et quand bien même la cession serait intervenue avant l'intervention de l'arrêté. Sous réserve de GUIDE DES DÉBITS DE BOISSONS 115 / 160 MISE A JOUR Novembre 2018 l'interprétation du juge, il n'en irait autrement qu'au cas où, après liquidation judiciaire et radiation du registre du commerce et des sociétés, un nouveau débit de boissons à consommer sur place ouvrirait, exploité sous une autre enseigne et par un autre gérant.

## La procédure contradictoire

Obligation de motivation dans tous les cas, les mesures de fermeture administrative doivent être motivées au sens du code des relations entre le public et l'administration (CAA Marseille, 10 septembre 2007, M. Michel Durand, n° 06MA00013 : « Considérant en troisième lieu que l'arrêté en cause, qui mentionne les textes législatifs et réglementaires dont il fait application, et énonce de manière circonstanciée les faits qui en constituent le fondement, satisfait ainsi aux exigences de l'article 3 de la loi susvisée du 11 juillet 1979 ; (...) ») Le destinataire de la décision doit pouvoir « à la seule lecture de la décision » en connaître les motifs (CE, 26 novembre 2010, Sté Arcelormittal France, n° 323534 ; CE, 29 juillet 2002, Laboratoire Arion, n° 230584 ; CAA Nantes, 4 mars 2011, n° 10NT02007). Cette obligation vise donc avant tout à l'information et à la compréhension des décisions administratives par les personnes à qui elles s'imposent mais aussi par le juge qui va les contrôler. C'est pourquoi la motivation des mesures de police doit être effectuée avec soin et s'attacher à démontrer la réunion de l'ensemble des conditions exigées de la façon la plus circonstanciée possible par l'énoncé des considérations de droit et de fait qui fondent la décision.

Les mesures de fermeture administrative doivent également être précédées d'une procédure contradictoire fondée sur l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration (5 de l'article L. 3332-15 du CSP) : CAA Nancy, 22 mars 2010, SARL Granpar, n° 08NC00948 : « Considérant que (...) cette mesure (...) a le caractère d'une mesure de police et doit, dès lors, être motivée par application des dispositions précitées et, par suite, entre dans le champ d'application des dispositions de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 ; considérant qu'il ressort des pièces du dossier [que le gérant], a été informé par le sous-préfet de Bar-sur-Aube le 25 juin 2007 de la fermeture de la discothèque Le Sphinx pour une durée de quinze jours et qu'il a pu présenter des observations orales ; que, toutefois, il n'est pas établi qu'il aurait été prévenu téléphoniquement de la mesure envisagée ; qu'ainsi, il n'a pas disposé d'un délai suffisant pour pouvoir préparer des observations, qui n'ont, en outre, pas pu être écrites ; qu'il n'est, enfin, pas davantage établi que, dans les circonstances de l'espèce, l'urgence ou les nécessités de l'ordre public justifiaient que la décision de fermeture provisoire fut prise sans que le gérant de la société GRANPAR ait été mis à même de s'expliquer par écrit sur les faits qui lui étaient reprochés ; qu'ainsi la décision du sous-préfet de Bar-Sur-Aube a été prise en méconnaissance des dispositions de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 ; (...) »

Une lettre doit ainsi être notifiée à l'exploitant, l'informant des griefs et de la mesure envisagée et lui précisant la faculté qui lui est ouverte, dans un délai fixé par le préfet mais qui ne saurait être inférieur à quinze jours, de présenter ses observations écrites et/ou orales. Il sera précisé que pour le cas où il souhaiterait présenter des observations orales, il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix. L'arrêté de fermeture éventuellement signé à l'issue de ce délai visera la lettre ouvrant la procédure contradictoire ainsi que la réponse, ou l'absence de réponse, qui y aura été apportée. Un exemple de lettre engageant la procédure contradictoire figure à l'annexe au point 2.1.

L'énoncé des griefs portés à la connaissance de l'exploitant doit être précis et exhaustif. Dans le cas où la mesure de fermeture sera ultérieurement édictée, les motifs qu'elle énoncera ne pourront être différents de ceux qui figurent dans la procédure contradictoire. NB : sur la procédure contradictoire préalable à l'avertissement, cf. infra, point 5.2.2.1.2)

## Les conditions de fond

Le point de départ de la procédure menant à la fermeture administrative d'un débit de boissons, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires, est un rapport administratif émanant d'un fonctionnaire de la police nationale ou d'un militaire de la gendarmerie nationale, agissant dans le cadre de ses attributions de police administrative. Ce rapport doit être précis et suffisamment circonstancié pour établir la matérialité des faits motivant la mesure de fermeture. Si tel n'est pas le cas, le juge administratif annulera l'arrêté du préfet (CE, 29 juillet 1998, SARL Europe Vert Galant, n° 169714 ; C.A.A. de Marseille, 4 juillet 2005, SARL Le Mistral, n° 03MA02340).

Motivation stricte des faits. Quel que soit le motif invoqué, les faits reprochés doivent impérativement avoir un lien avec la fréquentation de l'établissement ou ses conditions d'exploitation.

Les faits reprochés peuvent s'être déroulés, non pas dans l'établissement mais à proximité immédiate de celui-ci, pourvu qu'ils soient en lien avec la fréquentation de l'établissement ou ses conditions d'exploitation.

Dans un cas jugé à Bordeaux, une discothèque offrait une entrée gratuite à tout client achetant une bouteille d'alcool. Des consommateurs, qui n'étaient pas en état d'ébriété à leur arrivée, bénéficient de cette offre, s'enivrent et sont victimes d'un grave accident de circulation peu après leur départ. Ces faits « doivent être regardés comme ayant un lien avec les conditions de fonctionnement de l'établissement » et justifient légalement la fermeture administrative de celui-ci pendant quatre mois.

De même, le Conseil d'État a estimé qu'eu égard au nombre important d'accidents produits à proximité de l'établissement fermé par décision préfectorale et au nombre d'infractions routières constatées par les forces de gendarmerie, le préfet, en estimant que ces circonstances révélaient une atteinte à l'ordre public en relation avec la fréquentation de la discothèque, a pu prendre une telle mesure sans méconnaître de manière manifestement illégale la liberté du commerce et de l'industrie (CE, ord. réf., 28 octobre 2011, SARL PCRL Exploitation, n° 353553, Semaine juridique n° 45-46, 7 novembre 2011, p. 10).

Sur la notification. La mesure de fermeture court à compter de la notification de l'arrêté (CE, 9 février 2005, SARL « Lou Marseillou », n° 272196 : « Considérant que la fermeture administrative de cet établissement ne pouvait être exécutée au plus tôt qu'à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 4 août 2004 à la S.A.R.L. Lou Marseillou, soit le 20 août 2004 ; (...) »). Il importe donc que la notification soit effectuée de manière précise, de préférence par procès-verbal (cf. infra, point 5.2.7.3). Ainsi, dans le dispositif de l'arrêté, toute autre formule que celle prévoyant une entrée en vigueur à compter de la notification, par exemple en prévoyant une fermeture dès le lendemain du jour de signature de l'arrêté, est à proscrire.

### 5.2.2 Les motifs de fermeture administrative

Durée : durée maximale de 6 mois « à la suite d'infractions aux lois et règlements relatifs à ces établissements ». La décision de fermer ou non l'établissement lui revient en opportunité, la loi ne fixant pas de « seuil de gravité » susceptible de l'aider dans sa prise de décision.

Obligation d'un avertissement préalable. Sur un plan procédural, toute mesure de fermeture fondée sur le 1 de l'article L. 3332-15 doit impérativement être précédée d'un avertissement. Toutefois, selon ces mêmes

dispositions, l'avertissement peut se substituer à la fermeture lorsque les faits susceptibles de justifier cette dernière résultent d'une défaillance exceptionnelle de l'exploitant ou à laquelle il lui est aisé de remédier. En d'autres termes, si la défaillance n'est pas grave, un simple avertissement suffit.

#### La fermeture en cas de trouble à l'ordre public, à la santé, à la tranquillité ou à la moralité publiques

L'avertissement préalable n'est pas une formalité procédurale requise pour les décisions de fermeture visant à faire cesser ou à prévenir des troubles à l'ordre public, à la santé, à la tranquillité ou à la moralité publiques (CE, 2 juin 2010, SARL Austin, n° 339976).

#### La fermeture en raison d'actes délictueux ou criminels

La mesure de fermeture prononcée en application du 3 de l'article L. 3332-15 est sans lien « direct » avec la législation relative aux débits de boissons. La mesure en question est prononcée au regard de faits relevant d'une qualification pénale de crime ou délit. Lorsque la fermeture est motivée par des actes criminels ou délictueux, la fermeture peut être prononcée pour six mois. Cette durée peut être portée à douze mois par arrêté du ministre de l'intérieur (article L. 3332-16 CSP, cf. ci-dessous, point 5.2.5). Cette mesure, dès lors qu'elle est prononcée pour une durée de six mois par le préfet, emporte également abrogation du permis d'exploitation du débitant.

#### La fermeture en cas d'usage ou de trafic de stupéfiants au sein de l'établissement

Le CSP contient des dispositions spécifiques applicables aux débits de boissons en cas d'usage ou de trafic de produits stupéfiants au sein d'un établissement. Le fondement en est l'article L. 3422-1. En cas d'infraction à l'article L. 3421-1 du CSP et aux articles 222-34 à 222-39 du code pénal (dispositions relatives au trafic de produits stupéfiants), le représentant de l'État dans le département peut ordonner, pour une durée n'excédant pas trois mois, la fermeture de l'établissement où l'infraction a été commise. Le ministre de l'intérieur peut, dans les mêmes conditions, ordonner la fermeture de ces mêmes lieux pour une durée pouvant aller jusqu'à un an. Cette mesure de fermeture cesse, de plein droit, de produire ses effets en cas de décision par le juge de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement. L'article L. 3422-2 du CSP prévoit également une sanction pénale spécifique et punit de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende le fait de contrevenir à la décision de fermeture prononcée.

#### La fermeture en cas de travail dissimulé

L'article 86 de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité ajoute dans le code du travail un article L. 8272-2 permettant au préfet, lorsqu'il a connaissance d'un procès-verbal relevant une infraction de travail dissimulé (prévue aux 1° à 4° de l'article L. 8211-1 du code du travail), de fermer pour une durée maximale de trois mois l'établissement ayant servi à commettre l'infraction. La loi pose comme conditions à cette mesure administrative « la répétition (...) la gravité des faits constatés et (...) la proportion de salariés concernés. »

#### La fermeture des établissements de vente d'alcool à emporter

La loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) complète les mesures de fermeture administrative à la disposition du préfet. Les dispositions de l'article 89 de cette loi, tout d'abord codifiées sous l'article L. 2215-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT), figurent désormais, depuis l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012, dans la partie législative du code de la sécurité intérieure (CSI). L'article L. 332-1 du CSI permet au préfet de département (à Paris, au préfet de police) de prononcer une fermeture administrative d'une durée maximale de trois mois à l'encontre des établissements fixes ou mobiles de vente à emporter de boissons alcooliques. Cette mesure est d'application immédiate et ne nécessite pas de décret d'application.

### **5.2.3 Sanctions encourues en cas d'inexécution**

Le refus d'exécution d'un arrêté préfectoral portant fermeture administrative d'un débit de boissons est constitutif d'un délit. Les peines encourues sont les suivantes : 53 Article L. 332-1 du CSI : « Les établissements fixes ou mobiles de vente à emporter de boissons alcoolisées ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur, dont l'activité cause un trouble à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publics peuvent faire l'objet d'un arrêté de fermeture administrative d'une durée n'excédant pas trois mois pris par le représentant de l'Etat dans le département ou, à Paris, par le préfet de police. »

- si l'arrêté est fondé sur l'article L. 3332-15 du CSP : deux mois d'emprisonnement et 3 750 euros d'amende (art. L. 3352-6 du CSP) ;

- si l'arrêté est fondé sur l'article L. 3421-1 du CSP (trafic de stupéfiants) : six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende (art. L. 3422-2 du CSP) ;

- si l'arrêté est fondé sur l'article L. 332-1 du CSI (établissement de vente à emporter) : 3 750 euros d'amende après mise en demeure du préfet demeurée sans effet (art. L. 334- 1 du CSI).

S'agissant d'un délit, le préfet ne peut pas prononcer directement la sanction. Il doit faire constater le refus d'exécution par les forces de l'ordre puis saisir le Procureur de la République qui engagera les poursuites.

*L'arrêté de fermeture peut prévoir l'obligation d'affichage sur la devanture de l'établissement pendant la durée de fermeture (cf. infra, point 5.2.7.3). Il convient dans ce cas de bien distinguer les motifs de non-exécution :*

*- l'ordre de fermeture résulte d'une disposition de police spéciale ; sa non-exécution est passible d'une mesure pénale mentionnée par les textes fondant cette compétence de police spéciale du préfet et exposée ci-dessus ;*

*- l'obligation d'affichage s'analyse en revanche comme une mesure complémentaire édictée par le préfet sur le fondement de son pouvoir de police administrative générale : sa non-exécution peut faire l'objet d'une contravention en application de l'article R 610-5 du code pénal (« La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1re classe. »). Le montant des amendes est fixé à l'article 131-13 du code pénal. Ainsi, un établissement qui respecterait la fermeture imposée par le préfet mais qui n'aurait pas affiché l'arrêté en violation des prescriptions édictées par le préfet n'encourrait qu'une contravention de 1ère classe.*

## **5.2.4 Coexistence de plusieurs dispositions de police spéciale**

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, le régime des fermetures administratives des débits de boissons est fixé à l'article L. 3332-15 du CSP, qui distingue trois cas de figure : les infractions aux lois et règlements régissant la profession (1), les atteintes à l'ordre public, la santé, la tranquillité ou la moralité publiques (2) et les actes criminels ou délictueux (3). La durée maximale de fermeture est de 2 à 6 mois selon le cas et toutes les mesures de fermeture doivent être précédées de la procédure contradictoire (dans le cas du 1, en outre, un avertissement doit préalablement avoir été adressé à l'établissement). Nous sommes ici dans le cadre de pouvoirs de police spéciale du préfet.

Des textes récents ont par ailleurs prévu des cas spécifiques de fermeture, relevant également de pouvoirs de police spéciale :

**- travail dissimulé** : article L. 8272-2 du code du travail (article 86 de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité) : « Art. L. 8272-2. - Lorsque l'autorité administrative a connaissance d'un procès-verbal relevant une infraction prévue aux 1° à 4° de l'article L. 8211-1, elle peut, eu égard à la répétition et à la gravité des faits constatés et à la proportion de salariés concernés, ordonner par décision motivée la fermeture de l'établissement ayant servi à commettre

l'infraction, à titre provisoire et pour une durée ne pouvant excéder trois mois. Elle en avise sans délai le procureur de la République.

La mesure de fermeture provisoire est levée de plein droit en cas de classement sans suite de l'affaire, d'ordonnance de non-lieu et de décision de relaxe ou si la juridiction pénale ne prononce pas la peine complémentaire de fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés, mentionnée au 4° de l'article 131-39 du code pénal. La mesure de fermeture provisoire peut s'accompagner de la saisie à titre conservatoire du matériel professionnel des contrevenants. Les modalités d'application du présent article ainsi que les conditions de sa mise en œuvre aux chantiers du bâtiment et des travaux publics sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

**- trafic de stupéfiants :** article L. 3422-1 du CSP : « Art. L. 3422-1 - En cas d'infraction à l'article L. 3421-1 et aux articles 222-34 à 222-39 du code pénal, le représentant de l'État dans le département peut ordonner, pour une durée n'excédant pas trois mois, la fermeture de tout hôtel, maison meublée, pension, débit de boissons, restaurant, club, cercle, dancing, lieu de spectacle ou leurs annexes ou lieu quelconque ouvert au public ou utilisé par le public où l'infraction a été commise. Le ministre de l'intérieur peut, dans les mêmes conditions, ordonner la fermeture de ces mêmes lieux pour une durée pouvant aller jusqu'à un an ; dans ce cas, la durée de la fermeture prononcée par le représentant de l'État dans le département s'impute sur celle de la fermeture prononcée par le ministre. Les mesures prévues par les deux alinéas qui précèdent cessent de plein droit de produire effet en cas de décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement. La durée de la fermeture par l'autorité administrative s'impute sur celle de la fermeture prononcée par la juridiction d'instruction. » « Art. L. 3422-2 - Le fait de contrevenir à la décision de fermeture prononcée en application de l'article L. 3422-1 est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende. »

**- établissements de vente d'alcool à emporter :** articles L. 332-1 et L. 334-1 du CSI : « Article L. 332-1 - Les établissements fixes ou mobiles de vente à emporter de boissons alcoolisées ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur, dont l'activité cause un trouble à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publics peuvent faire l'objet d'un arrêté de fermeture administrative d'une durée n'excédant pas trois mois pris par le représentant de l'État dans le département ou, à Paris, par le préfet de police. » « Article L. 334-1 - Le fait, pour le propriétaire ou l'exploitant, malgré une mise en demeure du représentant de l'État dans le département ou, à Paris, du préfet de police, d'avoir à se conformer à l'arrêté pris en application de l'article L. 332-1, de ne pas procéder à la fermeture de l'établissement est puni de 3 750 euros d'amende. »

### **5.2.5 L'aggravation de la mesure par le ministre de l'intérieur**

Selon l'article L. 3332-16 du code de la santé publique : « Le ministre de l'intérieur peut, dans les cas prévus au 1 et au 3 de l'article L. 3332-15, prononcer la fermeture de ces établissements pour une durée allant de trois mois à un an.

Le cas échéant, la durée de la fermeture prononcée par le représentant de l'État dans le département s'impute sur celle de la fermeture prononcée par le ministre.

La circulaire du 3 mars 1986 relative à la police administrative des débits de boissons rappelle les règles applicables en cas d'aggravation par le ministre de la mesure arrêtée par le préfet :

#### **Principes**

- La durée de la fermeture prescrite par le préfet s'impute sur celle de la mesure arrêtée par le ministre, de façon à ce qu'aucun établissement frappé d'une mesure de fermeture administrative ne le soit au-delà d'une durée d'une année.

- L'arrêté ministériel doit être édicté et notifié dans le cours de la période de validité de l'arrêté préfectoral. Il prend effet, au jour de sa notification, à compter de la date de celle de l'arrêté préfectoral.

- Les mêmes faits ayant motivé une mesure de fermeture temporaire peuvent subsister lors de son échéance :
  - ♣ ils ne permettent pas de proroger cette mesure lorsqu'elle a été prononcée pour le maximum de sa durée ;
  - ♣ il est en revanche possible, en fonction d'un fait nouveau survenu ou révélé postérieurement à la date d'application effective de la date initiale de fermeture, de prononcer une nouvelle mesure de fermeture temporaire.

Ainsi, la prorogation de la fermeture par le ministre ne s'analyse pas comme une nouvelle mesure fondée sur les mêmes faits que ceux ayant conduit le préfet à fermer l'établissement, mais bien comme la continuité de la mesure initiale, aggravée en raison du caractère particulièrement grave des faits constatés.

**Conseils pratiques.** En pratique, l'arrêté ministériel est pris après étude d'un dossier présenté par le préfet, développant les raisons motivées pour lesquelles l'intervention du ministre sur le fondement de l'article L. 3332-16 du CSP est nécessaire. Afin de ne pas fragiliser de tels arrêtés ministériels, il est indispensable que la proposition de fermeture par le ministre pour une durée supérieure à six mois :

- soit intervienne sans délai après la publication de l'arrêté préfectoral ;
- soit, formulée peu de temps avant la date d'expiration de l'arrêté préfectoral de fermeture administrative, s'appuie sur des faits nouveaux exposés dans un ou plusieurs rapports administratifs de police et montrant le risque avéré de reprise des faits délictueux en cas de réouverture de l'établissement au terme du délai de six mois initialement fixé.

## Nomenclature indicative

Pour respecter le principe de proportionnalité qui amène à adapter la durée de fermeture à la gravité de l'infraction et en l'absence de précision de la loi, le pouvoir de sanction a été orienté, à titre indicatif, par une circulaire du 3 mars 1986 relative à la police administrative des débits de boissons. Cette nomenclature indicative s'énonce comme suit :

DURÉE DE FERMETURE	MOTIF
Jusqu'à 1 mois	Ouverture tardive Nuisances sonores Vente d'alcool à des personnes ivres Accueil de mineurs de 16 ans non accompagnés Rixe sans gravité
De 1 à 3 mois	Renouvellement des faits ci-dessus Vente d'alcool à des mineurs Non respect de la catégorie de licence Non respect des règles d'hygiène ou de sécurité Racolage Jeux de hasard Rixe
De 3 à 6 mois	Renouvellement des faits ci-dessus Débit de fait
	Fraude, falsification de produits Vol, escroquerie de clients <sup>55</sup> Outrage ou attentat aux mœurs Outrage à agent, obstruction à enquête ou à contrôle Repaire de délinquants Maison de jeux de hasard Rixe avec blessures ou homicide Recel Trafic de produits stupéfiants
Supérieure à 6 mois <sup>56</sup>	Renouvellement des faits ci-dessus Attentat aux mœurs <sup>57</sup> Établissement de prostitution Association de malfaiteurs <sup>58</sup> Homicide <sup>59</sup> Recel d'armes, de produits stupéfiants Trafic de produits stupéfiants <sup>60</sup>

### **5.2.7 Conseils sur la rédaction des arrêtés de fermeture administrative de débits de boissons**

#### Visas

Les considérations de fait doivent être précises. Dans les visas des arrêtés, il doit être fait mention des rapports administratifs et autres documents probants contenant la description des faits reprochés. Ces documents ne doivent pas être couverts par le secret de l'instruction. De même, doivent être visés les avertissements préfectoraux pris avant toute décision de fermeture justifiée par des infractions aux lois et règlements relatifs aux débits de boissons.

S'agissant des considérations de droit, les visas doivent impérativement comporter l'article L. 3332-15 et/ou l'article L. 3422-1 du code de la santé publique (applicable suite à la découverte d'un trafic de stupéfiants). Les autres textes législatifs et réglementaires dont il a été fait application doivent aussi être mentionnés.

#### Voies de recours

Les voies de recours doivent figurer dans l'arrêté mais il est inutile de les porter dans le dispositif lui-même. Il s'agit en effet de dispositions qui ne sont pas arrêtées par le préfet mais qui ont été introduites dans le corpus juridique par des normes supérieures.

Les voies de recours figureront donc, soit après la signature du préfet, soit dans une annexe à l'arrêté. Dans le modèle figurant au point 2.2 de l'annexe, la première solution est proposée.

Le recours peut être administratif (gracieux ou hiérarchique) ou contentieux. Aucune disposition législative ou réglementaire n'organise de modalités particulières de contestation contentieuse d'une mesure de fermeture administrative d'un débit de boissons. Dès lors, le recours de droit commun dirigé contre un acte administratif s'impose, à savoir le recours pour excès de pouvoir dépourvu d'effet suspensif.

Outre un recours dirigé sur le fond par la voie de l'excès de pouvoir, le requérant peut également, si les conditions sont réunies, introduire un référé administratif.

Parmi les régimes de référé existants, deux d'entre eux paraissent susceptibles d'être utilisés contre une mesure de fermeture de débit de boissons :

- Le référé-suspension instaure une procédure dont les critères sont l'urgence et l'existence d'un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision. Il permet, le cas échéant, de paralyser l'exécution de la mesure contestée. La décision du juge des référés pourra ensuite, le cas échéant, faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant le Conseil d'État (CE, 23 février 2001, *Ministre de l'intérieur c/ M. Traikia*, n° 229540).
- Le référé-injonction, dont les critères sont l'urgence et l'existence d'une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale, permet au juge d'ordonner toutes les mesures nécessaires.



## 6 DISPOSITIONS PÉNALES : TABLEAU RÉCAPITULATIF

	Sanction		Référence
	Prison	Amende	
Affichage			
Mise en vente ou offre par les entrepositaires non fabricants ou importateurs et les détaillants d'alcool dont l'étiquette ne porte pas les indications requises ou porte des indications interdites.		Contravention 2° classe	R. 3351-1 CSP
Affiche de l'art. R. 3342-4 du CSP apposée ailleurs qu'à l'endroit indiqué.		Contravention 2° classe	R. 3353-7 (I-1°) CSP
Affiche apposée d'un autre modèle que celui défini à l'art. R. 3342-4 du CSP.		Contravention 2° classe	R. 3353-7 (I-2°) CSP
Détruire, lacérer ou altérer l'affiche prévue à l'art. R. 3342-4 du CSP.		Contravention 2° classe	R. 3353-7 (II) CSP
Boissons			
Mise en circulation ou vente, par un fabricant ou importateur d'alcool, des boissons du 3°, 4° ou 5° groupe sans avoir fait la déclaration prévue à l'article L. 3322-1 du CSP.		6 000 €	L. 3351-1 al. 1 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Importateurs et fabricants qui livrent des boissons du 3°, 4° ou 5° groupe à la circulation ou à la vente sous des conditionnements non revêtus des indications imposées par l'article L. 3322-2 du CSP ou qui font figurer sur ces conditionnements les qualifications interdites par cet article.		6 000 €	L. 3351-1 al. 2 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Boissons interdites par l'article L. 3322-3 (1° et 3°) du CSP :			
- Importation ou fabrication, achat, détention ou mise en circulation en vue de la vente, mise en vente, vente ou offre à titre gratuit.		9 000 € + confiscation	L. 3351-2 al. 1 & 3 CSP
- Vente ou offre au détail.		3 750 € + confiscation	L. 3351-2 al. 2 & 3 CSP
Offre à titre gratuit ou vente par un producteur ou un fabricant, à toute autre personne que celles autorisées par l'article L. 3322-5 du CSP, d'anéthol ou d'essences pouvant servir à la fabrication de boissons alcooliques.		3 750 €	L. 3351-3 al. 1 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Revente sur le marché intérieur, contrairement aux dispositions de l'article L. 3322-5, par une personne autorisée à acheter les produits ci-dessus par l'article L. 3322-5 du CSP.		3 750 €	L. 3351-3 al. 2 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Délivrance sans ordonnance médicale des produits ci-dessus par un pharmacien.		3 750 €	L. 3351-3 al. 3 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Conditions d'exploitation			
Ne pas installer un étalage des boissons non alcooliques en vente (L. 3323-1 du CSP).		Contravention 4° classe	R. 3351-2 al. 1 CSP
Vente au détail à crédit (au verre ou en bouteilles) des boissons des 3°, 4° et 5° groupes.		Contravention 4° classe	R. 3353-5 al. 1 CSP
Vente d'alcool en violation des interdictions ou obligations édictées par arrêté (municipal ou préfectoral).		Contravention 4° classe	R. 3353-5-1 CSP
Vente au détail par un marchand ambulant de boissons des 4° et 5° groupes.		3 750 €	L. 3351-5 CSP
Mise à disposition du public d'un appareil automatique distribuant des boissons alcooliques		3 750 € + saisie de l'appareil + confiscation judiciaire	L. 3351-6 al. 1 CSP
- Récidive	6 mois	15 000 €	L. 3351-6 al. 1 CSP
Dans les débits temporaires, vente de boissons autres que celles des 1 <sup>er</sup> et 3 <sup>ème</sup> groupes.		3 750 €	L. 3352-5 CSP
- Peine complémentaire		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP

Fermeture administrative			
Non respect d'une mesure de fermeture d'établissement ordonnée ou prononcée en application des articles L. 3332-15 ou L. 3332-16 du CSP.	2 mois	3 750 €	L. 3352-6 CSP
Fait de contrevenir à la décision de fermeture prononcée sur le fondement de l'article L. 3422-2 du CSP, en cas d'usage ou de trafic de stupéfiants au sein de l'établissement.	6 mois	7 500 €	L. 3422-2 CSP
Non respect de la mesure de fermeture d'un établissement de vente d'alcool à emporter après mise en demeure du préfet restée vaine.		3 750 €	L. 334-1 code de la sécurité intérieure
Formations			
Vendre des boissons alcooliques entre 22 heures et 8 heures sans avoir suivi la formation spécifique prévue à l'article L. 3332-1-1 du CSP.		3 750 €	L. 3351-6 al. 4 CSP
Happy hours			
Ne pas proposer à prix réduit, dans des conditions équivalentes, les boissons non alcooliques de l'art. L. 3323-1 (al. 2) du CSP pendant la période restreinte où des boissons alcooliques sont proposées à prix réduit.		Contravention 4° classe	R. 3351-2 al. 2 CSP
Ne pas annoncer la réduction de prix portant sur l'offre de boissons non alcooliques dans des conditions équivalentes à celles proposées pour les boissons alcooliques.		Contravention 4° classe	R. 3351-2 al. 3 CSP
Incapacités			
Exercice de la profession de débitant de boissons par un mineur non émancipé ou par un majeur sous tutelle.		3 750 €	L. 3352-8 al. 1 CSP
- Peine complémentaire que le juge peut prononcer (« le tribunal peut prononcer... »)		Fermeture de l'établissement pour 5 ans maximum	L. 3352-8 al. 2 CSP
- Récidive	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
- Peine complémentaire en cas de récidive, que le juge doit prononcer (« le tribunal prononce... »)		Fermeture définitive de l'établissement	L. 3352-10 al. 2 CSP
Exploitation d'un débit de boissons par une personne frappée d'une ou plusieurs incapacités prévues à l'article L. 3336-2 du CSP.		3 750 €	L. 3352-9 (1°) CSP
- Peine complémentaire que le juge doit prononcer (« En outre, le tribunal prononce... »)		Fermeture définitive de l'établissement	L. 3352-9 al. 4 CSP
- Récidive	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
Emploi d'un débitant de boissons à consommer sur place frappé d'une ou plusieurs incapacités prévues à l'article L. 3336-2 du CSP :		3 750 €	L. 3352-9 (2°) CSP
• dans l'établissement qu'il exploitait ou :			
• au service de la personne à laquelle ce débitant a vendu ou loué ou :			
• au service de la personne par qui ce débitant fait gérer son ancien établissement ou :			
• dans l'établissement exploité par le conjoint, même séparé, de ce débitant.			
- Peine complémentaire que le juge doit prononcer (« En outre, le tribunal prononce... »)		Fermeture définitive de l'établissement	L. 3352-9 al. 4 CSP
- Récidive	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
Ivresse manifeste			
Se trouver en état d'ivresse manifeste dans les lieux mentionnés à l'art. L. 3341-1 du CSP.		Contravention 2° classe	R. 3353-1 CSP
Servir une personne manifestement ivre.		Contravention 4° classe	R. 3353-2 CSP
Recevoir dans son établissement une personne manifestement ivre.		Contravention 4° classe	R. 3353-2 CSP
Ne pas afficher l'interdiction d'ivresse publique manifeste		Contravention de 2° classe	L. 3342-4 CSP + R. 3353-7 CSP
Mineurs			
Emploi ou stage d'un mineur sans l'agrément prévu à l'article R. 4153-8 du code du travail (sauf conjoint, parents ou alliés au 4° degré).		Contravention 5° classe	R. 3352-3 CSP
- Récidive dans l'année si personne physique.		3 000 €	132-11 c. pénal (par renvoi de R. 3352-3 CSP)
- Récidive dans l'année si personne morale.		10 x montant contravention 5° classe	132-15 c. pénal (par renvoi de R. 3352-3 CSP)
Recevoir dans son établissement des mineurs de moins de 16 ans non accompagnés de leur père, mère, tuteur ou de toute personne de plus de 18 ans en ayant la charge ou la surveillance.		Contravention 4° classe	R. 3353-8 CSP
Mineur de moins de 16 ans non accompagné reçu dans l'établissement mais l'exploitant		Aucune peine applicable	R. 3353-9 CSP

peut prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ou sur la qualité ou l'âge de la personne l'accompagnant.			
Exercice de la profession de débitant de boissons par un mineur non émancipé ou par un majeur sous tutelle.		3 750 €	L. 3352-8 al. 1 CSP
- Peine complémentaire que le juge peut prononcer (« le tribunal peut prononcer... »)		Fermeture de l'établissement pour 5 ans maximum	L. 3352-8 al. 2 CSP
- Récidive.	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
- Peine complémentaire en cas de récidive, que le juge doit prononcer (« le tribunal prononce... »)		Fermeture définitive de l'établissement	L. 3352-10 al. 2 CSP
Vente de boisson alcoolique à un mineur ; Offre à titre gratuit de boisson alcoolique à un mineur, dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics.		7 500 €	L. 3353-3 al. 1 CSP
- Peines complémentaires si personne physique.		Interdiction d'exercer pendant 1 an maximum + suivi d'un stage de responsabilité parentale (art. 131-55-1 c. pénal) + interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3353-3 al. 3 CSP
- Peine complémentaire si personne morale.		Cf. art. 131-39 (2°, 4°, 8° & 9°) c. pénal <sup>63</sup>	L. 3353-3 al. 4 CSP
- L'exploitant peut prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ou sur la qualité ou l'âge de la personne l'accompagnant.		Aucune peine applicable	L. 3353-5 CSP
- Récidive après condamnation depuis moins de 5 ans pour un fait similaire.	1 an	15 000 €	L. 3353-3 al. 2 CSP
Provoquer directement un mineur à la consommation excessive d'alcool et le provoquer directement à la consommation habituelle d'alcool.	2 ans	45 000 €	L. 3353-4 CSP (renvoi à l'article 227-19 c. pénal)
- L'exploitant peut prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur.		Aucune peine applicable	L. 3353-5 CSP
Ne pas afficher l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs		Contravention de 2° classe	L. 3342-4 CSP + R. 3353-7 CSP
<b>Open bar</b>			
Offre à titre gratuit à volonté, dans un but commercial, de boissons alcooliques (sauf si déclaré ou autorisé dans les conditions prévues à l'article L. 3322-9 du CSP).		7 500 €	L. 3351-6-2 al. 1 CSP
- Peine complémentaire si personne physique.		Interdiction d'exercer pendant 1 an maximum	L. 3351-6-2 al. 2 CSP
- Peine complémentaire si personne morale.		Cf. art. 131-39 (2°, 4°, 8° & 9°) c. pénal	L. 3351-6-2 al. 3 CSP
- Récidive.	1 an	15 000 €	L. 3351-6-2 al. 1 CSP
Vente de boissons alcooliques à titre principal contre une somme forfaitaire (sauf si déclaré ou autorisé dans les conditions prévues à l'article L. 3322-9 du CSP).		7 500 €	L. 3351-6-2 al. 1 CSP
- Peine complémentaire si personne physique.		Interdiction d'exercer pendant 1 an maximum	L. 3351-6-2 al. 2 CSP
- Peine complémentaire si personne morale.		Cf. art. 131-39 (2°, 4°, 8° & 9°) c. pénal	L. 3351-6-2 al. 3 CSP
- Récidive.	1 an	15 000 €	L. 3351-6-2 al. 1 CSP
<b>Ouverture, mutation, transfert d'un débit de boissons</b>			
A l'occasion d'une foire, vente ou fête publique, établir un débit de boissons sans avoir obtenu l'autorisation de l'autorité municipale.		Contravention 4° classe	R. 3352-1 CSP
Ouverture d'un débit de boissons de 3e catégorie en méconnaissance du ratio établissement/population fixé à l'article L. 3332-1 du CSP (sauf transfert).		3 750 €	L. 3352-1 (1°) CSP
- Peine complémentaire.		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP

Ouverture d'un nouvel établissement de 4 <sup>e</sup> catégorie, hors cas prévu à l'article L. 3334-1 du CSP.  - Peine complémentaire.		3 750 €	L. 3352-1 (2°) CSP
		Interdiction des droits civiques, civils et de famille de 1 à 5 ans	L. 3355-3 CSP
Ouverture d'un débit de boissons à consommer sur place, d'un café ou d'un cabaret vendant de l'alcool sans effectuer la déclaration prévue à l'article L. 3332-3 du CSP.  - Récidive.		3 750 €	L. 3352-3 (1°) CSP
	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
Ouverture d'un restaurant ou d'un établissement de vente d'alcool à emporter sans effectuer la déclaration prévue au 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article L. 3332-4-1 du CSP.		3 750 €	L. 3352-4-1 (1°) CSP
Mutation de propriétaire ou gérant d'un débit de boissons à consommer sur place mentionné à l'article L. 3332-1, sans effectuer la déclaration prévue à l'article L. 3332-4 du CSP.  - Récidive.		3 750 €	L. 3352-4 (1°) CSP
	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
Mutation de propriétaire ou gérant d'un restaurant ou d'un établissement de vente d'alcool à emporter sans effectuer dans les délais prévus et par écrit la déclaration prévue au dernier alinéa de l'article L. 3332-4-1 du CSP.		3 750 €	L. 3352-4-1 (2°) CSP
Translation d'un débit de boissons à consommer sur place sans effectuer de déclaration 15 jours à l'avance.  - Récidive.		3 750 €	L. 3352-4 (2°) CSP
	6 mois	7 500 €	L. 3352-10 al. 1 CSP
Modification de la situation d'un restaurant ou d'un établissement de vente d'alcool à emporter sans effectuer dans les délais prévus et par écrit la déclaration prévue au dernier alinéa de l'article L. 3332-4-1 du CSP.		3 750 €	L. 3352-4-1 (2°) CSP
<b>Points de vente de carburant</b>			
Vente de boissons alcooliques dans un point de vente de carburant en dehors des horaires prévus au quatrième alinéa de l'article L. 3322-9 du CSP :  - Personne physique.  - Peine complémentaire si personne morale.  - Récidive.			
		7 500 €	L. 3351-6-1 al. 1 CSP
		Cf. art. 131-39 (2°, 4°, 8° & 9°) c. pénal	L. 3351-6-1 al. 2 CSP
		1 an	L. 3351-6-1 al. 1 CSP
Vente de boissons alcooliques réfrigérées dans un point de vente de carburant :  - Personne physique.  - Personne morale.  - Récidive.			
		7 500 €	L. 3351-6-1 al. 1 CSP
		Cf. art. 131-39 (2°, 4°, 8° & 9°) c. pénal	L. 3351-6-1 al. 2 CSP
		1 an	L. 3351-6-1 al. 1 CSP
<b>Publicité</b>			
Publicité en dehors des supports autorisés par l'article L. 3323-2 du CSP.		75 000 € pouvant être porté à 50 % du montant des dépenses consacrées à l'opération illégale	L. 3351-7 CSP <sup>64</sup>
Non respect des seules mentions publicitaires autorisées par l'article L. 3323-4 du CSP.			
Remise, distribution ou envoi à un mineur d'un support publicitaire mentionné à l'article L. 3323-5 du CSP.			
Non respect par le mécène des supports publicitaires à son action mentionnés à l'article L. 3323-6 du CSP			

<b>Zones de protection</b>			
Établir un débit de boisson à consommer sur place des 3e et 4e catégories sans respecter les distances déterminées par arrêté préfectoral avec les débits des mêmes catégories déjà existants.  - Récidive dans l'année.		Contravention 5 <sup>e</sup> classe	R. 3352-2 CSP
		3 000 €	132-11 c. pénal (par renvoi de R. 3352-2 CSP)



# ANNEXE – FORMULAIRES

## Déclaration d'ouverture, de mutation ou de translation d'un débit de boissons à consommer sur place

Ce formulaire est téléchargeable à l'adresse suivante :  
[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_11542.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_11542.do)



Ministère des affaires sociales et de la santé



N°11542\*05

DECLARATION ☐ D'OUVERTURE ☐ DE MUTATION ☐ DE TRANSLATION (1)

D'un débit de boissons à consommer sur place  
D'un restaurant  
D'un débit de boissons à emporter  
(Art. L. 3332-3, L. 3332-4, L. 3332-4-1 du code de la santé publique)

### I Catégorie de licence (1)

Débit de boissons à consommer sur place

- ☐ Licence de 3<sup>ème</sup> catégorie  
☐ Licence de 4<sup>ème</sup> catégorie (2)

Restaurant

- ☐ Petite licence restaurant  
☐ Licence restaurant

Débit de boissons à emporter

- ☐ Petite licence à emporter  
☐ Licence à emporter

### II Le débit de boissons

Enseigne \_\_\_\_\_  
Adresse et numéro de téléphone \_\_\_\_\_

### III Propriétaire(s) du fonds de commerce

Pour une (ou des) personne(s) physique(s) (3) :

Nom de naissance :	Nom de naissance :	Nom de naissance :
Nom d'usage :	Nom d'usage :	Nom d'usage :
Prénom :	Prénom :	Prénom :
Profession :	Profession :	Profession :
Adresse du domicile :	Adresse du domicile :	Adresse du domicile :
Numéro de téléphone :	Numéro de téléphone :	Numéro de téléphone :
Adresse email :	Adresse email :	Adresse email :

Pour une personne morale (s'il y a lieu) :

Dénomination sociale de la société :  
Adresse du siège :

Numéro de téléphone :

#### IV Exploitant (s)

Je soussigné(e) ☐ Mme ☐ M. (1) Je soussigné(e) ☐ Mme ☐ M. (1)

Nom de naissance (3) :

Nom de naissance (3) :

Nom d'usage :

Nom d'usage :

Prénom :

Prénom :

Date de naissance :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Numéro de téléphone :

Adresse email :

Nationalité :

Numéro de téléphone :

Adresse email :

Agissant en qualité de (1):

Agissant en qualité de (1) :

- ☐ Propriétaire exploitant à titre individuel
- ☐ Locataire gérant (ou gérant mandataire)
- ☐ Représentant légal de la société (4)

- ☐ Propriétaire exploitant à titre individuel
- ☐ Locataire gérant (ou gérant mandataire)
- ☐ Représentant légal de la société (4)

(5) Date d'obtention du

☐ permis d'exploitation : .....

☐ permis de vente de boissons  
alcooliques la nuit : .....

(5) Date d'obtention du

☐ permis d'exploitation : .....

☐ permis de vente de boissons  
alcooliques la nuit : .....

#### V Déclaration (1)

Déclare(nt) vouloir ☐ ouvrir, ☐ exploiter (si mutation), ☐ transférer à partir du ..... le débit de boissons susvisé, et certifie(nt) :

1° ne pas être justiciable(s) des articles L. 3336-1, L. 3336-2 et L. 3336-3 du code de la santé publique

2° que le débit de boissons susmentionné répond aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux zones protégées.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du (ou des) déclarant(s) :

(1) Cocher la case utile

(2) Cette case ne peut pas être cochée en cas d'ouverture d'un nouvel établissement. En effet, l'article L. 3332-2 du code de la santé publique interdit l'ouverture d'un nouvel établissement de 4<sup>e</sup> catégorie.

(3) Nom de naissance, nom d'usage le cas échéant et prénom(s) en capitales

(4) Notamment (non limitatif):

- Gérant(s) de la SARL, de l'EURL, de la SNC
- Président ou directeur général ou directeur général délégué de la SAS
- Directeur général ou directeur général délégué de la SA

(5) Pour les débits de boissons à consommer sur place, les restaurants et les débits de boissons à emporter qui vendent des boissons alcooliques entre 22h et 8h.

Les renseignements figurant sur cet imprimé seront utilisés pour la mise à jour d'un fichier informatisé, soumis aux droits d'accès en application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

# Notice explicative du formulaire Cerfa de déclaration d'ouverture, de mutation ou de translation d'un débit de boissons à consommer sur place

Ce formulaire est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=51703&cerfaFormulaire=11542>



## NOTICE EXPLICATIVE pour remplir le formulaire CERFA n° 11542\*05 (cf. articles L. 3332-1 et suivants du code de la santé publique)

La déclaration préalable est une formalité qui s'impose à tout exploitant ouvrant un débit de boissons à consommer sur place (article L. 3332-3 du Code de la santé publique) ou lors du transfert (art. L. 3332-11 du CSP), de la translation (art. L. 3332-7 du CSP) ou de la mutation de celui-ci (L. 3332-4 du CSP).

### Procédure

La déclaration doit être effectuée, quinze jours au moins avant le début de l'exploitation (qu'il s'agisse d'une ouverture, d'une mutation ou d'une translation), à la mairie du lieu d'exploitation ou, si celui-ci est à Paris, auprès de la préfecture de police. Dans le cas d'une mutation par décès, le délai de déclaration est d'un mois.

L'exploitant se voit immédiatement délivrer un récépissé (cf. Cerfa n° 11543\*05).

Le maire ne dispose pas de pouvoir d'appréciation mais doit, dans les trois jours, transmettre aussi ce dossier au préfet et au procureur de la République.

Ceux-ci peuvent alors se livrer à un contrôle a posteriori afin de vérifier que toutes les conditions exigées par le code de la santé publique sont remplies (respect de la règle des quotas, de la condition de nationalité, des zones de protection, du suivi préalable de la formation obligatoire, etc.).

**Cas particulier du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :**

L'article 33 du code local des professions du 26 juillet 1900 reste en vigueur. Il appartient à l'intéressé, y compris aux restaurateurs, de compléter un formulaire de demande d'exploiter une licence de débits de boissons disponible dans les services de la préfecture et des sous-préfectures de ces trois départements.

La demande est instruite par le préfet ou le sous-préfet qui sollicite l'avis des services de police ou de gendarmerie ainsi que du ministère de la justice en ce qui concerne l'extrait du bulletin n° 2 du casier judiciaire national. Les avis du maire de la commune du lieu d'exploitation et des services d'hygiène et de sécurité sont aussi demandés. Un refus peut être opposé aux demandeurs, notamment si les locaux ne sont pas conformes.

### Précision utile au remplissage du formulaire

Le déclarant certifie ne pas être justifiable des articles L. 3336-1, L. 3336-2 et L. 3336-3 du Code de la santé publique. Cela signifie qu'il s'engage à ne pas être dans l'une des hypothèses d'incapacité d'exploitation<sup>1</sup>.

### Pièces à joindre au formulaire

Pièces Justificatives		
Justificatif d'identité et de nationalité <sup>2</sup>	Carte nationale d'identité ou équivalent pour un ressortissant étranger ou passeport ou titre de séjour ou extrait d'acte de naissance si la nationalité y figure	Obligatoire
Justificatif de formation	Le permis d'exploitation pour les débits de boissons vendant sur place, les restaurants et les chambres d'hôtes (Cerfa 14407*03)	Obligatoire pour les débits de boissons à consommer sur place, les restaurants et les loueurs de chambres d'hôtes
	Le permis de vente de boissons alcooliques la nuit (Cerfa 14406*01)	Obligatoire pour la vente de boissons alcooliques à emporter entre 22 h et 8 h

### Mise en garde

L'exploitation d'un débit de boissons sans avoir effectué la déclaration préalable est constitutive d'un délit, puni de 3 750 € d'amende. Il s'agit d'une infraction successive aussi longtemps que dure l'exploitation illicite.

<sup>1</sup> L'incapacité est perpétuelle à l'égard des mineurs non émancipés, des majeurs sous tutelle, des personnes condamnées pour crime de droit commun ou pour un délit lié au proxénétisme. L'incapacité cesse en cas de réhabilitation.

Elle cesse cinq ans après leur condamnation à l'égard de ceux condamnés à un mois au moins d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, recel, filouterie, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, tenue d'une maison de jeux, prise de paris clandestins sur les courses de chevaux, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, infraction aux dispositions législatives ou réglementaires en matière de stupéfiants ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique, si pendant ces cinq années elles n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. Le déclarant s'engage à ne pas employer l'ancien exploitant ou son conjoint, même séparé, si cette personne a été condamnée depuis moins de cinq ans à une interdiction d'exploiter un débit.

<sup>2</sup> Tout débitant de boissons doit disposer de la nationalité française, de la qualité de ressortissant d'un État de l'Union européenne, de celle d'un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ou bien de celle d'un État ayant conclu avec la France des accords particuliers d'établissement comportant la clause d'assimilation de l'étranger au national.

# Récépissé de déclaration d'ouverture, de mutation ou de translation d'un débit de boissons à consommer sur place

Ce formulaire est téléchargeable à l'adresse suivante :  
[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_11543.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_11543.do)



Ministère des affaires sociales et de la santé

**cerfa** N°11543\*05

## RECEPISSE DE DECLARATION

☐ D'OUVERTURE ☐ DE MUTATION ☐ DE TRANSLATION (1)

Département : \_\_\_\_\_ Arrondissement : \_\_\_\_\_  
Commune : \_\_\_\_\_

D'UN DEBIT DE BOISSONS A CONSOMMER SUR PLACE  
D'UN RESTAURANT  
D'UN DEBIT DE BOISSONS A EMPORTER  
(Art. L. 3332-3, L. 3332-4, L. 3332-4-1 du code de la santé publique)

*Le présent récépissé justifie de la possession des licences. Toutefois, il ne comporte garantie ni du droit d'exploiter un débit ni de la validité du titre de propriétaire ou de gérant invoqué par le déclarant ni de l'exactitude des déclarations susmentionnées.*

Concernant (1) :

Le débit de boissons à consommer sur place de ☐ 3<sup>ème</sup> ☐ 4<sup>ème</sup> catégorie (2)

Le restaurant titulaire de la ☐ petite licence restaurant ☐ licence restaurant

Le débit de boissons à emporter titulaire de la ☐ petite licence à emporter ☐ licence à emporter

Sis à : \_\_\_\_\_

Enseigne : \_\_\_\_\_

Propriétaire du fonds de commerce : \_\_\_\_\_

■ Pour une (ou des) personne(s) physique(s) (3) :

Nom de naissance :	Nom de naissance :	Nom de naissance :
Nom d'usage :	Nom d'usage :	Nom d'usage :
Prénom :	Prénom :	Prénom :
Profession :	Profession :	Profession :
Adresse du domicile :	Adresse du domicile :	Adresse du domicile :
Tél. :	Tél. :	Tél. :
Email :	Email :	Email :

■ Pour une personne morale (s'il y a lieu) :

Dénomination sociale de la société :

Adresse du siège :

Date de la précédente déclaration (si mutation ou translation) : \_\_\_\_\_

Déclarant(s) (3) :

Nom de naissance :	Nom de naissance :	Nom de naissance :
Nom d'usage :	Nom d'usage :	Nom d'usage :
Prénom :	Prénom :	Prénom :
Né(e) le :	Né(e) le :	Né(e) le :
A :	A :	A :
Département :	Département :	Département :



Nationalité :	Nationalité :	Nationalité :
Domicile :	Domicile :	Domicile :
Tél. :		
Email :		

(1)(4) Date d'obtention du

☐ permis d'exploitation : ...../...../.....

☐ permis de vente de boissons alcooliques la nuit :  
...../...../.....

Agissant en qualité de (1) :

<input type="checkbox"/> Propriétaire exploitant à titre individuel <input type="checkbox"/> Locataire gérant (ou gérant mandataire) <input type="checkbox"/> Représentant légal de la société (5)	<input type="checkbox"/> Propriétaire exploitant à titre individuel <input type="checkbox"/> Locataire gérant (ou gérant mandataire) <input type="checkbox"/> Représentant légal de la société (5)	<input type="checkbox"/> Propriétaire exploitant à titre individuel <input type="checkbox"/> Locataire gérant (ou gérant mandataire) <input type="checkbox"/> Représentant légal de la société (5)
--	--	--

Déclare(nt) vouloir effectuer (1) :

<input type="checkbox"/> L'OUVERTURE	Ouvrir le débit de boissons susvisé à partir du : ...../...../.....
<input type="checkbox"/> LA MUTATION	Exploiter à partir du (...../...../.....) le débit de boissons susmentionné. Ce débit était précédemment tenu par (1)(3) <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M. : _____ _____ en qualité de : <input type="checkbox"/> Propriétaire exploitant à titre individuel <input type="checkbox"/> Locataire gérant (ou gérant mandataire) <input type="checkbox"/> Représentant légal de la société (3) (4) . _____
<input type="checkbox"/> LA TRANSLATION	Transférer à partir du (...../...../.....) le débit de boissons précédemment installé à : _____ _____

Le ou les déclarants certifient :

1° ne pas être justiciable(s) des articles L. 3336- 1, L.3336-2, L. 3336-3 du code de la santé publique ;  
 2° que le débit de boissons susmentionné répond aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux zones protégées.

De laquelle déclaration, le présent récépissé est délivré conformément à la loi.

Fait à : \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Timbre de la commune :

(1) cocher la case utile.

(2) Cette case ne peut pas être cochée en cas d'ouverture d'un nouvel établissement. En effet, l'article L. 3332-2 du code de la santé publique interdit l'ouverture d'un nouvel établissement de 4<sup>e</sup> catégorie.

(3) Nom de naissance, nom d'usage le cas échéant et prénom en capitales.

(4) Pour les débits de boissons à consommer sur place, les restaurants et les débits de boissons à emporter qui vendent des boissons alcooliques entre 22h et 8h.

(5) Notamment (non limitatif) : Gérant(s) de la SARL, de l'EURL, de la SNC ; Président ou directeur général ou directeur général délégué de la SAS ; Directeur général ou directeur général délégué de la SA

(6) Préciser le cas échéant la dénomination de la société exploitant le débit de boissons antérieurement à la présente déclaration.

### Permis d'exploitation (ventes à consommer sur place)

Ce formulaire est téléchargeable à l'adresse suivante :

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_14407.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_14407.do)

**PERMIS D'EXPLOITATION**

**Personnes déclarant l'ouverture, la mutation, la translation ou le transfert d'un débit de boissons à consommer sur place de 3<sup>e</sup>m ou 4<sup>e</sup>m catégorie ou personnes déclarant un établissement pourvu de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant » (1) ayant suivi la formation spécifique sur les droits et obligations attachés à l'exploitation d'un débit de boissons à consommer sur place ou d'un restaurant**

Logo du formateur  
(le cas échéant)

**Permis n° : \_\_\_\_\_ délivré en application de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.**

**Le présent permis d'exploitation est délivré à :**

NOM de naissance : \_\_\_\_\_

NOM d'usage : \_\_\_\_\_

Prénom(s) : \_\_\_\_\_

Né(e) le :   | | |         | | |         | | |         à :                  | | |         | | |  
Jour      Mois      Année                      Commune de naissance                      Département   Pays

Adresse : \_\_\_\_\_

Numéro de la voie   Extension (bis, ter...)   Type de voie (avenue, etc.)   Nom de la voie

|\_|\_|\_|\_|                      \_\_\_\_\_  
Code postal                      Localité / Commune  
  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_

Adresse professionnelle : \_\_\_\_\_

Numéro de la voie   Extension (bis, ter...)   Type de voie (avenue, etc.)   Nom de la voie

|\_|\_|\_|\_|                      \_\_\_\_\_  
Code postal                      Localité / Commune  
  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_

Il est délivré après le suivi de la formation qui s'est déroulée du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ , portant sur la connaissance de la législation et de la réglementation applicables aux débits de boissons à consommer sur place et aux restaurants ainsi que sur les obligations en matière de santé publique et d'ordre public, visée au I de l'article R. 3332-7 du code de la santé publique et organisée par l'organisme de formation ci-dessous, agréé par le ministère de l'intérieur pour dispenser cette formation.

Cocher le cas échéant (2) :

☐ Loueur de chambres d'hôtes.

Le présent permis d'exploitation, délivré à l'issue d'une formation adaptée de 7 heures sur 1 journée (articles R. 3332-4-1 et R. 3332-7 al. 3 du code de la santé publique), ne vaut que pour la délivrance de boissons alcooliques dans le cadre de la location de chambres d'hôtes effectuées à l'adresse mentionnée ci-dessus.

**Organisme de formation :**

## Affiche à apposer dans les points de vente de carburant



PROTECTION DES MINEURS ET RÉPRESSION DE L'IVRESSE PUBLIQUE

### **IL EST INTERDIT DE VENDRE DE L'ALCOOL À DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS.**

La personne qui délivre la boisson exige du client une preuve de sa majorité, notamment par la production d'une pièce d'identité.

Il est interdit d'offrir de l'alcool à titre gratuit à des mineurs dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics.

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L. 3342-1, L. 3353-3

### **IL EST INTERDIT DE VENDRE DES BOISSONS ALCOOLIQUES RÉFRIGÉRÉES DANS LES POINTS DE VENTE DE CARBURANT.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L. 3322-9, L. 3351-6-1

### **IL EST INTERDIT DE VENDRE DES BOISSONS ALCOOLIQUES À EMPORTER, ENTRE 18H ET 8H, DANS LES POINTS DE VENTE DE CARBURANT.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L. 3322-9, L. 3351-6-1

### **IL EST INTERDIT DE VENDRE À CRÉDIT DES BOISSONS ALCOOLIQUES.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L. 3322-9, R. 3353-5

### **IL EST INTERDIT DE SE TROUVER EN ÉTAT D'IVRESSE MANIFESTE DANS LES LIEUX PUBLICS.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L. 3341-1, R. 3353-1

LE NON RESPECT DE CES INTERDICTIONS EST PASSIBLE DE POURSUITES JUDICIAIRES.

AOÛT 2016



PROTECTION DES MINEURS ET RÉPRESSION DE L'IVRESSE PUBLIQUE

## **IL EST INTERDIT DE VENDRE DE L'ALCOOL À DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS.**

La personne qui délivre la boisson exige du client une preuve de sa majorité, notamment par la production d'une pièce d'identité.

Il est interdit d'offrir de l'alcool à titre gratuit à des mineurs dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics.

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.L. 3342-I, L.3353-3

## **IL EST INTERDIT DE VENDRE À CRÉDIT DES BOISSONS ALCOOLIQUES.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.L. 3322-9, R.3353-5

## **IL EST INTERDIT DE SE TROUVER EN ÉTAT D'IVRESSE MANIFESTE DANS LES LIEUX PUBLICS.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.L.3341-I, R. 3353-I

LE NON RESPECT DE CES INTERDICTIONS EST PASSIBLE DE POURSUITES JUDICIAIRES.

AOÛT 2016



PROTECTION DES MINEURS ET RÉPRESSION DE L'IVRESSE PUBLIQUE

## **IL EST INTERDIT DE VENDRE DE L'ALCOOL À DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS.**

La personne qui délivre la boisson exige du client une preuve de sa majorité, notamment par la production d'une pièce d'identité.

Il est interdit d'offrir de l'alcool à titre gratuit à des mineurs dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics.

Il est interdit de recevoir dans les débits de boissons des mineurs de moins de seize ans qui ne sont pas accompagnés de l'un de leur parent ou d'un majeur responsable.

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.L. 3342-1, L. 3342-3, L.3353-3

## **IL EST INTERDIT DE PROPOSER DES BOISSONS ALCOOLIQUES À PRIX RÉDUITS PENDANT UNE PÉRIODE RESTREINTE ("HAPPY HOURS") SANS PROPOSER ÉGALEMENT SUR LA MÊME PÉRIODE DES BOISSONS SANS ALCOOL À PRIX RÉDUITS.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.L. 3323-1, R.3351-2

## **IL EST INTERDIT AUX DEBITANTS DE BOISSONS DE DONNER À BOIRE À DES PERSONNES MANIFESTEMENT IVRES OU DE LES RECEVOIR DANS LEURS ÉTABLISSEMENTS.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART.R. 3353-2

## **IL EST INTERDIT DE SE TROUVER EN ÉTAT D'IVRESSE MANIFESTE DANS LES LIEUX PUBLICS.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ART. L.3341-1, R. 3353-1

**LE NON RESPECT DE CES INTERDICTIONS EST PASSIBLE DE POURSUITES JUDICIAIRES.**

AOÛT 2016

## Modèle de bandeau informatif devant figurer sur les sites de vente en ligne



### OBLIGATION DE METTRE DES ETHYLOTESTS A DISPOSITION DE LA CLIENTELE (DEBITS DE BOISSONS A CONSOMMER SUR PLACE FERMANT ENTRE 2H ET 7H)

MODÈLE DE SUPPORT D'INFORMATION VISÉ AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3 DE L'ARRÊTÉ  
DU 24 AOÛT 2011

*(JORF n° 228 du 1er octobre 2011, page 16 503)*

Le support d'information signalant les éthylotests mis à la disposition des clients des débits de boissons à consommer sur place autorisés à fermer entre 2h et 7h contient le message suivant :



Le message est inscrit :

- 1° Sur un support au format minimum de 21 × 29,7 cm (A4), sans limite d'agrandissement homothétique ;
- 2° Centré sur la surface sur laquelle le texte s'affiche.